

17 OCTOBRE 1961

Un crime d'État en plein Paris

La commémoration du 65ème anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, tout comme les précédentes, sonne comme un rappel aux générations actuelles l'adhésion des Algériens qui étaient établis en France à ce moment, à la lutte de libération nationale menée par leur pays, l'Algérie, pour s'affranchir définitivement du joug colonial.

LIRE EN PAGE 2

IMPORTATIONS

Le comité de suivi des demandes mis sur pied

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'installation du comité permanent chargé du suivi et du traitement des demandes d'importation, en application des instructions du président de la République et du décret exécutif n° 26-327 du 13 octobre 2026 portant création de cette instance.

LIRE EN PAGE 3



Ph: DR

COOPÉRATION ÉNERGETIQUE AVEC LES AMÉRICAINS

Sonatrach expose les opportunités d'investissements

P 5

HYDROCARBURES

L'Algérie engrange 37,5 milliards USD en neuf mois

P 5

CONGRÈS INTERNATIONAL DE GYNÉCOLOGIE

L'échographie, la PMA et l'endoscopie au menu

P 4

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA,
CET APRÈS-MIDI À 16H00

Ghayath, le grand favori du prix Mayssa

P 21

L'ÉDITO

Mercredi dernier a eu lieu, au CIC à Alger, la rencontre annuelle Président - Patronat. Le chef de l'État a, à cette occasion qui s'y prêtait naturellement, beaucoup parlé des objectifs assignés à l'économie nationale avec l'ambition de devenir une puissance émergente dans le moyen terme. Cet objectif se base sur un PIB qui pèse 400 milliards de dollars. Le plan d'action portant diversification de l'économie nationale hors des hydrocarbures est sur la bonne voie. Le produit national commence à se faire une place sur le marché local. Il remplace de plus en plus son équivalent importé de l'étranger. Des chiffres soutiennent ce constat. L'État arrive à économiser une vingtaine de milliards de dollars par an à l'importation en passant de 62 à 42 milliards. Pour réaliser ces aspirations, les pouvoirs publics ont mis des verrous sur les importations pour encourager l'émergence d'une industrie locale capable de renverser la vapeur à son avantage. L'objectif étant de limiter le recours systématique à l'im-

L'État desserre la ceinture

portation comme pratique qui a eu cours durant les années de la gabegie et du siphonage des fonds publics. Le président de la République l'a affirmé lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques. Il a invité tous les intervenants dans la sphère économique, opérateurs et décideurs, à faire barrage aux comportements nuisibles et aux parasites qui font du forcing pour faire un retour aux pratiques du passé. L'ambition de passer d'une économie dirigée vers une économie de marché qui tient compte du caractère social de l'État algérien, comme ambition entretenue durant plusieurs décennies, est désormais à la portée du pays qui s'apprête, annonce le Président, à basculer dans une nouvelle ère éco-

nomique en 2027. Mais tout n'est pas encore gagné. Des effets doivent être davantage consentis sur le secteur des importations. Aujourd'hui, avec du Président lui-même, des perturbations sont enregistrées à ce niveau. C'est-à-dire, et comme il l'a instruit à maintes reprises à travers ses orientations données en Conseil des ministres, les restrictions sur les importations ne doivent pas être systématiques. Le recours à l'achat d'entrants à l'industrie locale ou des produits en manque sur le marché n'est pas interdit. Mais jusque-là, ces orientations judicieuses dictées par l'impérative nécessité de protéger le produit et l'économie nationales butent sur les fausses interprétations ou les mauvaises appréciations d'opérateurs économiques. D'où l'intervention, une fois de plus, du chef de l'État qui a ordonné la création d'un comité chargé de suivre le traitement des dossiers d'importation. C'est désormais fait. Le comité en question a été installé hier par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Chargé maintenant à cette instance de jouer de son rôle de régulateur des opérations des importations.

Farid Guellil

17 OCTOBRE 1961

Un crime d'État en plein Paris

La commémoration du 65ème anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, tout comme les précédentes, sonne comme un rappel aux générations actuelles l'adhésion des Algériens qui étaient établis en France à ce moment, à la lutte de libération nationale menée par leur pays, l'Algérie, pour s'affranchir définitivement du joug colonial.

En Algérie, ce jour a été consacré Journée nationale de l'Émigration. Hier, à 11h, comme chaque 17 octobre, en application de la décision du président Abdelmadjid Tebboune, prise en 2021, une minute de silence a été observée à travers l'ensemble du territoire national et au niveau des représentations diplomatiques algériennes à l'étranger, à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961 à Paris.

LES HOMMAGES EN ALGÉRIE ET EN FRANCE

Dans son message à cette occasion, le président Tebboune a souligné qu' "en faisant face à la répression coloniale policière haineuse, en affrontant à mains nues les balles réelles et en perdant ainsi des dizaines de manifestants, noyés sauvagement dans la Seine, la communauté nationale, à cette période difficile de l'histoire moderne de l'Algérie, a ancré son appartenance à un peuple authentique, ancestral, fier et libre, ainsi qu'à une civilisation et à une histoire enracinées sur la terre de notre chère Algérie". Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, sur son compte sur les réseaux sociaux, a noté que les sacrifices des martyrs des massacres du 17 octobre 1961 resteront gravés dans l'histoire de l'Algérie victorieuse, témoins à jamais de la résistance d'un peuple inébranlable. Il a rappelé que dans leur ferme attachement à leur droit



à la liberté et à l'indépendance, ils ont affronté à mains nues la répression coloniale. La cérémonie officielle commémorative, placée sous le slogan "Des profondeurs de la mémoire aux horizons de l'avenir", a été présidée, dans la wilaya de Boumerdès, par le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift. En France, à Paris, sur les lieux de ce crime d'État, précisément sur le Pont Saint-Michel, mais aussi dans de nombreuses villes où des plaques commémoratives sont apposées et des noms de rues ou de places rappellent, le massacre du 17 octobre 1961 est habituellement commémoré par des citoyens et citoyennes qui jettent des fleurs dans les cours d'eau en mémoire des Algériens assassinés. Ce geste a été accompli, on s'en souvient, près du Pont Saint-Michel, à Paris, par les athlètes algériens lors de la cérémonie d'ouverture des JO en 2024.

UN CRIME D'ÉTAT

Les militants français anti-colonialistes continuent de faire constater que cette répression coloniale sanglante est restée impunie. Ils revendiquent la reconnaissance officielle pleine et entière par la France de ce crime d'État, car, expliquent-ils, toutes les institutions de la Ve République prirent part à des degrés divers à sa perpétration, à son impu-

nité et à son occultation. Ils rappellent que le préfet de police de Paris, ne pouvait en être le seul responsable, il y avait le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, et le président français, Charles de Gaulle. Une trentaine de maires de communes françaises ont réclamé "la reconnaissance pleine et entière des massacres du 17 octobre 1961 comme un crime d'État, au regard de la responsabilité des autorités publiques dans l'organisation et la conduite de cette répression". Parmi les signataires figurent notamment les maires de Paris, Emmanuel Grégoire, de Saint-Denis, Bally Bagayoko, de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, de Montreuil, Patrice Bessac, et de Trappes, Ali Rabeh.

LA BATAILLE DES CHIFFRES

La tentative des responsables français de l'époque de fabriquer un récit officiel minimisant la répression des manifestants algériens a été suivie, font remarquer des chercheurs algériens, par la tentative de présenter le fait avec une autre explication que celle qui indique l'adhésion des manifestants aux mots d'ordre du FLN et à la lutte pour l'indépendance du pays. Pour sa part, l'historien français Jean-Luc Einaudi a patiemment reconstitué le déroulement des faits, après avoir consulté des documents d'archives

inédits, les registres des cimetières parisiens, la presse de l'époque, les textes officiels, et entendu plus d'une centaine de témoins directs ou indirects. Il a consigné les résultats de ses recherches dans un livre intitulé « La Bataille de Paris (17 octobre 1961) ». L'ancien préfet de police de Paris avait répété sans vergogne la version officielle de 1961 : il n'y avait eu ce 17 octobre que trois morts, dont 2 Algériens, et les milliers de manifestants raflés par la police parisienne avaient été bien contents d'être « mis à l'abri » du FLN. Les terribles photos d'Algériens brutalisés ou tués, prises le jour même, ou des images du film de Jacques Panijel, longtemps interdit, tournées dans les bidonvilles de Nanterre, Octobre à Paris (1962), de Jacques Panijel, prouvent que ce qu'a dit Maurice Papon est un mensonge. Les chercheurs français notent que la seule ampleur des arrestations effectuées dans la rue fait de cette journée une date singulière dans l'histoire de la police parisienne : en quelques heures, plus de 12 000 personnes furent conduites, dans des cars de police ou des bus de la RATP réquisitionnés à cet effet, à l'ancien hôpital Beaujon, à Vincennes, dans la cour de la préfecture de police, au stade Coubertin et surtout au parc des Expositions.

M'hamed Rebah

NASRI SUR LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉMIGRATION

« Les sacrifices des algériens resteront gravés dans l'histoire »

À l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, célébrée le 17 octobre en hommage aux victimes des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a rendu hommage aux Algériens qui ont fait face à la répression coloniale en revendiquant leur droit à la liberté et à l'indépendance. Dans un message publié sur son compte officiel sur la plateforme X, Azouz Nasri a souligné que « les sacrifices des Algériens qui ont affronté, à mains nues, la répression coloniale à Paris resteront une page éternelle dans l'histoire de l'Algérie victorieuse, ainsi qu'un témoignage de la résilience d'un peuple qui ne se brise pas ». Le président du Conseil de la nation a également rappelé, à cette occasion, la mémoire des victimes de ces événements tragiques, réaffirmant l'importance de préserver le souvenir de leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Il a conclu son message par un hommage aux martyrs de la Révolution algérienne : « Gloire et éternité à nos valeureux martyrs ».

CHAÏB : « LA MÉMOIRE, UN PILIER DE L'IDENTITÉ ALGÉRIENNE »

Pour sa part, le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la préservation de sa mémoire historique et à la transmission de ses valeurs aux nouvelles générations. Lors d'une rencontre jeudi, avec des moudjahidine, des représentants d'associations et des jeunes de la communauté nationale établie à l'étranger, dans le cadre du programme national arrêté pour la commémoration du 65e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, il a souligné que la mémoire nationale constituait un pilier de l'identité algérienne et un lien entre les Algériens vivant dans le pays et ceux établis à l'étranger. Le secrétaire d'État a également mis en avant le rôle de la communauté nationale à l'étranger dans la lutte de libération, insistant sur la nécessité de préserver les valeurs d'engagement, de solidarité et de fidélité à la patrie.

S. O.

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE ET DES AYANTS DROIT

« La diaspora, un acteur de la libération et du développement »

À l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 à Paris, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a souligné le rôle historique de la communauté nationale établie à l'étranger dans la lutte de libération nationale, tout en mettant en avant sa contribution actuelle au développement du pays. Le ministre a présidé, hier à Boumerdès, aux côtés du wali de la wilaya, Amine Ben Malek, l'ouverture d'une conférence historique intitulée « La communauté nationale à l'étranger... sacralité de l'appartenance et continuité de la fidélité », organisée à la bibliothèque publique Abdelrahmane Ben Hamida, en présence des autorités locales et de représentants de la commu-

nauté nationale établie à l'étranger. Dans son allocution d'ouverture, Abdelmalek Tacherift a salué la participation des moudjahidate et moudjahidine de la Fédération du Front de libération nationale (FLN) en France, ainsi que des membres de la communauté nationale à l'étranger. Il a mis en avant leur attachement à la patrie et leur fidélité aux sacrifices des générations ayant contribué à l'indépendance de l'Algérie. Le ministre a rappelé que la célébration de la Journée nationale de l'émigration constituait une occasion de mettre en lumière le combat mené par les émigrés algériens à l'étranger en soutien à la cause nationale. Il a également souligné le rôle que jouent aujourd'hui les membres de la communauté nationale dans la dynamique de

développement global du pays, dans le cadre des initiatives engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de leur implication dans le renouveau national et le développement durable.

LA PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE AU CŒUR DES PRIORITÉS

Abdelmalek Tacherift a, par ailleurs, insisté sur l'importance de préserver et de protéger la mémoire nationale, une priorité qui bénéficie, a-t-il indiqué, d'une attention particulière du président de la République. Il a notamment évoqué l'extension du réseau des musées du moudjahid à travers le territoire national. Dans ce cadre, la pose de la première pierre du musée de wilaya du moudjahid à Bou-

merdès a marqué cette commémoration. Cette future structure est appelée à préserver la mémoire des luttes menées dans la région et à transmettre son patrimoine historique aux générations montantes. Le programme de la conférence a également comporté la projection d'un film historique consacré aux manifestations du 17 octobre 1961, ainsi que des témoignages de moudjahidine membres de la Fédération du FLN en France, qui ont évoqué la contribution de la communauté algérienne à la Révolution de libération nationale. La rencontre a été clôturée par un hommage rendu à plusieurs moudjahidine, en reconnaissance de leurs sacrifices et de leur engagement au service de la cause nationale.

Sarah O.

IMPORTATIONS

Le comité de suivi des demandes mis sur pied

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'installation du comité permanent chargé du suivi et du traitement des demandes d'importation, en application des instructions du président de la République et du décret exécutif n° 26-327 du 13 octobre 2026 portant création de cette instance.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du président et des membres de la commission, parmi lesquels le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le ministre des Finances, un représentant du gouverneur de la Banque d'Algérie, le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, ainsi que le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

À cette occasion, le Premier ministre a précisé que le comité sera chargée d'examiner les demandes relatives à chaque opération d'importation et d'assurer un traitement urgent des demandes concernant les produits sensibles ou revêtant une grande priorité pour l'approvisionnement du marché national et le fonctionnement de la production. Cette démarche vise à garantir le renforcement des activités économiques et des projets d'investissement, tout en préservant la disponibilité des biens et des services pour les citoyens.

SOULAGEMENT ET SATISFÉCIT CHEZ LE CREA

En réaction à cette décision prise



par le président de la République et traduite sur le terrain par le Gouvernement, le CREA s'est félicité de cette décision et a exprimé ses remerciements aux hautes autorités du pays. Dans un communiqué rendu public hier, le CREA dirigé par Kamel Moula a ainsi exprimé « ses remerciements à Monsieur le président de la République pour son initiative visant à créer une commission permanente de suivi et de traitement des demandes d'importation, tout en accordant une adhésion permanente au Conseil au sein de cette commission ». L'organisation patronale partenaire des pouvoirs publics a estimé que cette démarche « renforcera les canaux de dialogue et de concertation entre les autorités publiques et les opérateurs économiques, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions d'activité et au soutien de la dynamique de la production nationale ».

Dans ce contexte, le CREA a affirmé qu'il « continuera à accompagner les entreprises économiques intégrées et à défendre leurs préoccupations », soulignant que les portes du Conseil « resteront ouvertes à

toutes les entreprises, qu'elles y soient adhérentes ou non, publiques ou privées, grandes ou petites, convaincu que la force de l'économie nationale repose sur l'intégration de toutes ses composantes, et que le soutien à l'entreprise économique, quels que soient sa taille ou la nature de son activité, est un investissement dans la production nationale, la création de richesse et d'emplois ».

Tout en exprimant ses « sincères remerciements et sa gratitude à toutes les entreprises économiques qui lui ont accordé leur confiance », le CREA a assuré que cette confiance représente « une responsabilité collective » pour agir « au service de l'entreprise économique algérienne ». Le CREA a conclu son communiqué en appelant tous les acteurs de la chaîne « à travailler pour transformer les difficultés en force, et les défis en opportunités, pour une économie nationale plus forte, compétitive et durable. »

Ania N.

RÉGULATION DU MARCHÉ AGRICOLE

Une entreprise publique pour absorber les surplus

La lutte contre l'informel et la régulation du marché des produits agricoles figurent parmi les priorités affichées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Face aux fluctuations récurrentes des prix des fruits et légumes, notamment ceux de la pomme de terre et de la tomate, le chef de l'État préconise la mise en place d'un mécanisme public destiné à absorber les surplus de production, à les stocker et à les remettre sur le marché en fonction des besoins. À cet effet, il a instruit le gouvernement de créer une entreprise publique chargée d'acheter les excédents directement auprès des agriculteurs, afin de les stocker et de les distribuer en fonction des exigences du marché. L'objectif est de mieux maîtriser les fluc-

tuations de l'offre, de prévenir les déséquilibres et de limiter les pratiques spéculatives susceptibles de provoquer des tensions sur les prix. Ce dispositif vise ainsi à apporter une réponse structurelle à une problématique récurrente du marché national: les variations parfois importantes des prix des produits agricoles, malgré les périodes de forte production. En intervenant dans l'absorption des surplus, l'entreprise publique pourrait contribuer à éviter que les excédents ne se traduisent par des pertes pour les producteurs, tout en permettant de mobiliser les stocks lorsque l'offre devient insuffisante.

LA POMME DE TERRE ET LA TOMATE, DES PRODUITS À PROTÉGER

Lors de son discours annuel devant les opéra-

teurs économiques, le président de la République a rappelé le poids du secteur agricole dans l'économie nationale, indiquant que sa contribution avoisine les 15 % du produit intérieur brut (PIB). Abordant la question des prix, Abdelmadjid Tebboune a relevé les fluctuations enregistrées sur le marché des fruits et légumes, soulignant que certains produits de première nécessité, à l'image de la pomme de terre et de la tomate, ne devaient pas être soumis à de telles variations. Le chef de l'État a également évoqué les perspectives de la production céréalière, affirmant que l'Algérie devrait atteindre l'autosuffisance en matière de production de céréales avant la fin de l'année 2027. À travers ces orientations, l'enjeu est de consolider la production nationale tout en amélio-

rant les mécanismes qui relient les agriculteurs aux consommateurs. La création d'une entreprise publique chargée de l'absorption des surplus pourrait constituer un instrument de cette politique, à condition que les capacités de stockage, les modalités d'achat et les règles de redistribution permettent une intervention adaptée aux besoins du marché. La régulation recherchée ne concerne donc pas uniquement les volumes produits, mais également leur conservation, leur circulation et leur mise à disposition au bon moment. Une meilleure maîtrise de ces étapes doit permettre de limiter les déséquilibres, de préserver les revenus des agriculteurs et de garantir aux consommateurs un accès plus régulier aux produits agricoles essentiels.

A. N.

FMI

Bourai insiste à Bangkok sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et financière

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohand Bourai a souligné, à Bangkok, la nécessité de prendre les mesures pour rétablir la stabilité macroéconomique et de protéger l'investissement public, dans le contexte de la situation au Moyen-Orient, en continuant de s'appuyer sur des cadres crédibles favorisant une croissance durable et inclusive. Dans une allocution lors de la 54e réunion du Comité monétaire et financier du FMI au nom du groupe représenté par l'Algérie au sein du comité, et composé de sept pays, dont l'Algérie, Bourai a mis en avant l'importance d'une coordination étroite entre le FMI, les institutions régionales et les partenaires au développement afin d'aider les pays membres à renforcer la mobilisation des ressources intérieures, dans le sillage des guerres au Moyen-Orient et en Europe. Les conseils de politique économique visant à rétablir la stabilité macrofinancière, a-t-il encore souligné, "devraient être adaptés à la situation propre à chaque pays. Lorsque les conditions le permettent, les pays devraient reconstituer leurs volants de sécurité budgétaires en réduisant les déficits et en plaçant la dette publique sur une trajectoire viable". Dans ce cadre, il a fait remarquer que les chocs sous-jacents accentuent les pressions inflationnistes et grèvent le budget des ménages en raison de la hausse du coût de l'alimentation, une situation qui a impacté les prévisions de croissance pour le Moyen-Orient, relevées par l'édition d'octobre 2026 des Perspectives de l'économie mondiale qui prévoit une détérioration de l'activité économique cette année. Ce constat met en évidence le caractère inégal des perspectives de croissance entre les régions et au sein de celles-ci, indique Bourai. "La dynamique des prix pourrait justifier des relèvements successifs des taux directeurs. Les marchés financiers sont restés globalement stables, soutenus par les anticipations selon lesquelles l'investissement dans les technologies fondées sur l'intelligence artificielle accroîtra la productivité à moyen terme", a-t-il indiqué. Évoquant la situation économique de la région dans le contexte actuel, le gouverneur de la BA a noté que les pays directement impliqués dans la situation actuelle au Moyen-Orient, tels que l'Iran, "sont confrontés à des pertes de production imputables aux dommages causés aux infrastructures civiles et aux capacités productives, ainsi qu'aux perturbations des voies d'exportation". Il a précisé que la détérioration des termes de l'échange résultant de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires freine la croissance dans les économies importatrices d'énergie, et que cette situation pourrait accentuer les pressions inflationnistes et peser davantage sur les soldes budgétaires et extérieurs. En revanche, la hausse des prix de l'énergie pourrait améliorer les soldes budgétaires et extérieurs de l'Algérie et de la Libye, ce qui leur donnerait de la latitude pour reconstituer leurs volants de sécurité et faire progresser les réformes et l'investissement, souligne Bourai. "Nous réitérons notre appel à une coordination plus étroite entre le FMI, les institutions régionales et les partenaires au développement, afin d'aider les pays membres à renforcer la mobilisation des recettes intérieures", a-t-il dit. Il a indiqué que la politique monétaire devrait demeurer fermement attachée à la stabilité des prix et au maintien d'anticipations d'inflation bien ancrées, précisant que la flexibilité du taux de change, lorsqu'elle est compatible avec la situation propre à chaque pays et étayée par des cadres crédibles, devrait servir de principal amortisseur des chocs, en facilitant l'ajustement des prix relatifs et en préservant les réserves internationales. Abordant l'économie mondiale, Bourai a indiqué qu'elle est restée globalement résiliente, mais la confiance dans la pérennité de cette résilience s'effrite à mesure que les vulnérabilités s'accroissent, dans le contexte de tensions en cours au Moyen-Orient. Il a appelé le Fonds à apporter davantage de clarté sur les besoins de financement et les modalités relatifs à la mise en œuvre des politiques d'ajustement proposées, en particulier dans les pays à faible revenu (PFR) confrontés à l'insuffisance des financements concessionnels sur fond de recul de l'aide publique au développement. "Nous réaffirmons notre soutien à un FMI solide, fondé sur un système de quotes-parts et disposant de ressources adéquates, au cœur du dispositif mondial de sécurité financière", a-t-il affirmé. Bourai a également indiqué qu'après les retards enregistrés précédemment, "nous attendons avec intérêt l'achèvement, dans les meilleurs délais, des procédures d'approbation nationales restantes pour l'augmentation des quotes-parts au titre de la 16e révision générale des quotes-parts".

R. E.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE GYNÉCOLOGIE

L'échographie, la PMA et l'endoscopie au manu

La 10e édition du congrès international de gynécologie, organisée à Constantine par l'Association des gynécologues-obstétriciens libéraux de Constantine (AGOPC), a clôturé hier ses travaux, après trois jours consacrés à trois principaux thèmes : l'échographie, la procréation médicalement assistée (PMA) et l'endoscopie.



Réunissant des experts algériens et étrangers, dont le Pr égyptien Osama Ahmed Shawki et le Pr français Hervé Fernandez, le congrès a permis de présenter les dernières avancées dans la prise en charge de l'infertilité et des pathologies gynécologiques, avec un plaidoyer en faveur d'une gynécologie plus précise et moins invasive. Le vice-président de l'AGOPC, le Dr Abdelhafid Djebassi, spécialiste en gynécologie-obstétrique, a souligné l'importance de la présence d'experts étrangers pour présenter les nouveautés, notamment les nouveaux protocoles d'induction et de prise en charge, et permettre aux praticiens de rester à jour sur le plan scientifique. Des pistes nouvelles face aux problèmes liés à l'infertilité ont également été présentées.

PRÉSERVER LA FERTILITÉ

Le Pr Hervé Fernandez a insisté sur « l'importance de préserver ou de restaurer la cavité utérine chez les femmes infertiles, estimant qu'il n'est plus possible, en 2026, de prendre en charge une patiente infertile sans tenir compte de cet aspect ». Il a expliqué que « les interventions doivent désormais

protéger cette cavité ou permettre sa restauration afin de favoriser une grossesse spontanée ou le recours à la fécondation in vitro et à l'assistance médicale à la procréation ». Dans ce cadre, il a mis en avant « le développement de techniques permettant d'améliorer l'efficacité des interventions tout en limitant leur impact sur les tissus, citant notamment le remplacement progressif du courant monopolaire par le courant bipolaire en hystérocopie ». Le spécialiste a également appelé à « la prudence concernant certaines techniques pourtant efficaces, notamment l'embolisation des fibromes chez les femmes souhaitant préserver leur fertilité ». Cette technique, qui consiste à obstruer les artères alimentant le fibrome, peut notamment provoquer des synéchies. Rappelant que les fibromes constituent des tumeurs bénignes très fréquentes, touchant jusqu'à 50 % des femmes caucasiennes et 80 % des femmes afro-caribéennes, le Pr Fernandez a précisé qu'« ils ne nécessitent toutefois une prise en charge que dans environ un cas sur trois ». Il a, par ailleurs, relevé « l'augmentation du nombre de femmes de 40, 45 voire 50 ans souhaitant avoir des

enfants, notamment dans les pays où le don de gamètes est autorisé », soulignant que « ces grossesses tardives nécessitent notamment une cavité utérine en mesure d'accueillir l'embryon ».

DES OUTILS POUR UN DIAGNOSTIC PLUS PRÉCIS

Le Pr Osama Ahmed Shawki, de la faculté de médecine de l'Université du Caire, a plaidé pour une médecine « plus précise et moins invasive », soulignant « les progrès réalisés dans les techniques chirurgicales et les moyens de diagnostic, notamment l'échographie ». Il a expliqué que, « contrairement aux pratiques anciennes où le médecin disposait de moyens limités pour rechercher l'origine des saignements utérins, l'échographie permet aujourd'hui d'obtenir une représentation plus précise de l'utérus et d'identifier les anomalies responsables de ces saignements ». Le spécialiste a également insisté sur « l'importance de l'hystérocopie », estimant que « priver une patiente d'un diagnostic précis alors qu'une technique adaptée existe peut constituer une faute professionnelle ». Cette technique, qui nécessite principalement

une formation adaptée et une bonne maîtrise, permet d'explorer directement la cavité utérine et, dans les cas appropriés, de retirer progressivement certaines lésions par les voies naturelles, sans incision abdominale. La coelioscopie, qui permet d'intervenir dans l'abdomen à travers de petites incisions, a également été évoquée, tout comme la chirurgie ouverte, qui demeure indiquée dans certaines situations selon la nature, la localisation de la pathologie et l'état clinique de la patiente. Le Pr Shawki a estimé que « l'hystérocopie est appelée à devenir un outil de référence » dans la pratique quotidienne du gynécologue, et non plus une technique réservée à certaines interventions. Les participants ont enfin insisté sur « la nécessité de favoriser la diffusion progressive de ces nouvelles techniques, notamment par le renouvellement des équipements, la disponibilité du matériel et la formation des praticiens ». Dans ce cadre, une coopération pourrait être mise en place afin de permettre à des médecins algériens de bénéficier de formations spécialisées en Égypte.

L. Zeggane

CONCOURS DE RECRUTEMENT DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Les résultats des épreuves écrites annoncés aujourd'hui

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, hier, que les résultats des épreuves écrites des concours de recrutement sur épreuves pour l'accès à certains grades administratifs relevant des corps spécifiques de l'éducation nationale, au titre de l'année 2026, seront annoncés aujourd'hui dimanche à 16h00. Dans un communiqué, le ministère a précisé que « les résultats des épreuves écrites seront publiés à partir de cette heure sur la plateforme numérique dédiée à cette opération, via le lien : (tawdif.education.dz) ». Ajoutant que, « les listes nominatives des candidats admis aux épreuves écrites seront également publiées, le même jour et à la même heure, au niveau de l'ensemble des directions de l'éducation ». Les candidats admis pourront, à compter de la même date, retirer leurs convocations aux épreuves orales, prévues le samedi 31 octobre en cours, à travers leurs comptes électroniques sur la même plateforme numérique. À cette occasion, le ministre de l'Éducation nationale a adressé ses remerciements à l'ensemble des acteurs et intervenants pour les efforts déployés dans l'organisation et la réussite de ces concours, souhaitant plein succès à l'ensemble des candidats.

L.Z.

HADJ 2027

L'ONPO rappelle le délai pour le paiement du coût du pèlerinage

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a rappelé aux citoyens concernés par l'accomplissement des rites du Hadj au titre de la saison 2027, que la période consacrée au paiement du coût du pèlerinage s'étend du jeudi 1er au jeudi 29 octobre en cours. Dans une publication sur sa page officielle, l'Office a appelé les pèlerins concernés à s'empresser de finaliser les procédures de paiement et à ne pas attendre les derniers jours, afin d'éviter de perdre l'opportunité d'accomplir les rites du Hadj. Les services concernés ont également souligné l'importance du respect des délais fixés, appelant l'ensemble des personnes concernées à « accomplir les procédures requises dans les délais impartis ».

L. Z.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

La 54e promotion baptisée du nom de Liamine Zeroual

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, a présidé, hier, la cérémonie de sortie de la 54e promotion de l'École nationale d'administration (ENA) « Moulay Ahmed Medeghri », baptisée du nom de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual. Cette promotion compte 117 élèves. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur de cabinet de la présidence de la République, Lounès Magramane, de membres du gouvernement, de représentants des deux chambres du Parlement, de membres de la famille de l'ancien président Liamine Zeroual, des familles des diplômés, ainsi que de responsables d'organismes et d'institutions nationales. Cette cérémonie revêt une symbolique particulière, puisqu'elle coïncide avec la célébration de la Journée nationale de l'émigration, commémorant les massacres du 17 octobre 1961 à Paris.

A. N.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un mort et 13 blessés à M'sila

Les accidents de la circulation se succèdent dans la wilaya de M'sila. Une collision entre un véhicule utilitaire et un minibus de transport de voyageurs, survenue hier matin à Es-Soumâa, a fait un mort et 13 blessés, moins de 24 heures après le renversement d'un bus reliant Tindouf à Sétif, qui avait fait un mort et 21 blessés. En effet, un mort et 13 blessés, tel est le bilan d'un accident de la circulation survenu sur le chemin de wilaya n° 01, dans la commune d'Es-Soumâa, relevant de la daïra d'Ouled Derradj, dans la wilaya de M'sila. Selon la Protection civile, l'accident s'est produit à 7h16 à la suite d'une collision entre un véhicu-

le utilitaire et un minibus de transport de voyageurs. Les blessés, dont l'état de gravité varie, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers l'hôpital local. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue. Cinq ambulances et un camion de secours ont été mobilisés pour cette intervention.

UN AUTRE ACCIDENT IMPLIQUANT UN BUS DE VOYAGEURS

Ce drame survient moins de 24 heures après un autre accident dans la même wilaya. Un bus assurant la liaison Tindouf-Sétif a dévié vendredi matin de sa trajectoire avant de se renverser au

lieu-dit Kef Ettour, dans la commune de Selim, relevant de la daïra de Djebel Messaad. Le bilan définitif de cet accident fait état du décès d'un homme de 52 ans et de 21 blessés à des degrés de gravité variables. Les victimes ont été secourues et transportées vers l'hôpital local. Six ambulances et un camion de secours ont été engagés par la Protection civile. La succession de ces deux accidents, qui ont fait au total deux morts et 34 blessés, rappelle une nouvelle fois les conséquences dramatiques des accidents de la route et l'impératif de redoubler de vigilance au volant.

Ania N.

HYDROCARBURES

L'Algérie et les États-Unis explorent de nouvelles perspectives de partenariat

Le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Medjelled, a pris part, à la tête d'une délégation algérienne de haut niveau, aux travaux du sommet et de l'exposition américains consacrés au gaz naturel liquéfié (GNL), organisés à Lake Charles, dans l'État américain de Louisiane, ainsi qu'à la 19e édition de la manifestation « Algeria Energy Day », tenue jeudi en marge de cet événement international, a indiqué un communiqué du ministère.

La délégation algérienne ayant participé au sommet et à l'exposition, organisés mercredi et jeudi dernier, était composée de l'ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, Sabri Boukadoum, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, ainsi que de responsables et de cadres du ministère des Hydrocarbures, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Abdelkader Cherfaoui, et du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini. Cette participation s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue la délégation algérienne aux États-Unis, visant à renforcer les relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et les États-Unis dans le domaine des hydrocarbures, à élargir les perspectives d'investissement et à favoriser les échanges d'expertises et de technologies, notamment



dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel et du GNL, ainsi que dans les domaines de l'innovation et du développement de l'industrie énergétique, a précisé la même source. Le sommet et l'exposition américains consacrés au GNL ont été inaugurés par Kyle Haustveit, sous-secrétaire à l'Énergie des États-Unis, avec la participation de responsables gouvernementaux, de représentants de compagnies énergétiques internationales, d'investisseurs, d'experts et de spécialistes. Les discussions ont porté sur les évolutions des marchés du GNL, les perspectives de croissance de l'industrie gazière, la sécurité des approvisionnements ainsi que les défis liés au développement des infrastructures et aux investissements dans ce domaine. Dans ce cadre, Miloud Medjelled a tenu une série de rencontres bilatérales avec des responsables du département américain de l'Énergie et des représentants de la compagnie « ExxonMobil », afin de poursuivre les consultations et les discussions déjà engagées entre les deux parties, notamment par le groupe Sonatrach, à même

de renforcer la coopération algéro-américaine dans le domaine des hydrocarbures, de consolider le dialogue avec les principaux acteurs de l'industrie énergétique américaine et d'explorer de nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement en Algérie, a ajouté le communiqué.

ATTIRER LES INVESTISSEMENTS

Par ailleurs, la délégation algérienne a participé à la 19e édition de la manifestation « Algeria Energy Day », organisée par le Conseil d'affaires algéro-américain, avec le soutien de l'ambassade d'Algérie aux États-Unis et de l'ambassade des États-Unis en Algérie. Cette rencontre constitue un espace d'échange de points de vue et d'expertises entre les responsables du secteur des deux pays, ainsi que d'examen des perspectives de coopération, de partenariat et d'investissement. Les discussions ont notamment porté sur les possibilités de renforcer les partenariats entre les entreprises algériennes et américaines, de développer des projets dans le domaine des hydrocarbures et de tirer parti des expertises et

des technologies modernes, afin de valoriser les ressources nationales et d'accroître les investissements dans le secteur. Dans le cadre de la promotion des opportunités d'investissement offertes par le secteur algérien des hydrocarbures, « Algeria Bid Round 2026 », lancé par ALNAFT, a fait l'objet d'un intérêt particulier. Ce mécanisme vise à attirer les investissements étrangers, à renforcer les partenariats avec les compagnies internationales et à valoriser le potentiel national en hydrocarbures à travers le développement des activités d'exploration et de production. Cette rencontre a également permis de mettre en avant le rôle de l'ARH dans l'accompagnement des activités du secteur, notamment en matière de respect des normes internationales relatives à l'exploitation, au développement et à la sécurité industrielle, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité des investissements et à créer un environnement favorable au développement des projets énergétiques. La manifestation a également permis de mettre en lumière les atouts dont dispose le secteur national des hydrocarbures, les capacités de l'Algérie dans les domaines de la production et de la commercialisation du pétrole, du gaz naturel et du GNL, ainsi que les opportunités d'investissement qu'elle offre aux compagnies internationales, dans un contexte marqué par la volonté de développer l'industrie énergétique, de promouvoir l'innovation et les technologies et de réduire l'empreinte carbone des activités pétrolières et gazières.

L.Zeggane

PORT DE MOSTAGANEM

Les opérateurs privés transférés progressivement vers d'autres ports d'ici au 31 décembre

Le port commercial de Mostaganem a entamé le transfert progressif des activités commerciales des opérateurs économiques privés vers d'autres ports nationaux, avec une échéance fixée au 31 décembre prochain. Cette démarche vise à mettre en œuvre, dans les délais impartis, la décision présidentielle réservant désormais cette infrastructure aux importations des entreprises et institutions publiques, tout en assurant la continuité des opérations durant cette période de transition. Dans cette perspective, une réunion élargie s'est tenue jeudi au niveau de l'entreprise portuaire, en présence des opérateurs économiques et des différents partenaires de la communauté portuaire. Selon un communiqué publié vendredi, cette rencontre a été consacrée aux dispositions organisationnelles et logistiques devant encadrer le lancement de ce transfert et garantir son déroulement dans des conditions adaptées aux contraintes du trafic commercial. Le transfert concernera notamment les importations de véhicules utilitaires, qu'ils soient acheminés à l'unité ou en conteneurs, ainsi que les différentes activités des auto-entrepreneurs. Cette première étape devra être réalisée dans un délai ne dépassant pas 15 jours. Quant au transfert global et complet de ces activités, il devra être achevé au plus tard le 31 décembre prochain, à l'exception des opérations et cargaisons déjà programmées.

UNE TRANSITION GRADUELLE POUR PRÉSERVER LE TRAFIC COMMERCIAL

Le choix d'un transfert progressif et flexible vise à éviter les perturbations susceptibles d'affecter les chaînes d'approvisionnement, notamment celles liées aux opérations d'importation engagées par les opérateurs privés. L'objectif est de permettre leur réorientation vers d'autres ports nationaux sans compromettre la fluidité des échanges ni désorganiser les calendriers des opérations en cours. Cette démarche repose également sur la concertation avec les différents partenaires économiques, afin de prendre en compte les contraintes opérationnelles et de coordonner le mouvement des navires et des marchandises durant cette phase de transition. À l'issue de la réunion, une feuille de route conjointe a été adoptée. Elle reprend les recommandations et propositions opérationnelles destinées à encadrer le transfert et à assurer la coordination entre les parties concernées. À travers cette organisation, l'entreprise portuaire entend accompagner la mise en application de la décision dans les délais fixés, tout en préservant les intérêts des opérateurs économiques et en contribuant à l'amélioration de l'efficacité et de la compétitivité des services portuaires.

Ania N.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AVEC LES AMÉRICAINS

Sonatrach expose les opportunités d'investissements en Algérie

Le groupe Sonatrach a mis en avant les perspectives de partenariat avec les entreprises américaines dans les secteurs des hydrocarbures et des énergies renouvelables, à l'occasion de sa participation à la 19e édition de l'« Algeria Energy Day », organisée le 15 octobre à Lake Charles, en Louisiane, aux États-Unis. Le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, accompagné d'une délégation de haut niveau, a pris part à cette manifestation dans le cadre d'une visite de travail aux États-Unis, du 12 au 16 octobre. Il est intervenu en qualité de conférencier principal, aux côtés de l'ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, Sabri Boukadoum, et du secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Medjelled. Organisée dans le cadre du Forum énergétique algéro-américain, cette rencontre a été consacrée aux relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, aux opportunités d'investissement dans les secteurs pétrolier et gazier, ainsi qu'aux perspectives de développement des énergies renouvelables.

DES PERSPECTIVES DE PARTENARIAT DANS LES HYDROCARBURES ET LES ÉNERGIES VERTES

La participation de Sonatrach s'est également illustrée à travers l'intervention de Farid Djettou, vice-président chargé de l'activité Exploration-Production, lors d'un panel consacré à « L'avenir des investissements énergétiques américains en Algérie ». Cette session, à laquelle ont pris part des représentants des sociétés Baker Hughes, ExxonMobil et Occidental Petroleum, a permis d'aborder les perspectives d'investissement et les opportunités de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie.

De son côté, Ferhat Ounoughi, vice-président chargé du développement des affaires et du marketing de Sonatrach, a participé à un panel consacré aux énergies renouvelables, aux côtés de responsables de la société HGR et du professeur Mehdi Zeidouni, de l'Université de Louisiane. Les discussions ont notamment porté sur la réduction des émissions de carbone, le développement de la chaîne de valeur de l'hydrogène vert et le projet SouthH2 Corridor, destiné à relier l'Algérie au marché européen. Les échanges ont également mis en lumière le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur du marché énergétique européen, aussi bien en matière d'énergies conventionnelles que d'énergies vertes, ouvrant de nouvelles

perspectives de coopération entre les entreprises algériennes et américaines.

À travers cette participation, Sonatrach réaffirme son engagement à consolider ses relations avec les grandes compagnies américaines et à promouvoir de nouvelles opportunités de partenariat dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du groupe.

Sarah O.

HYDROCARBURES

L'Algérie engrange 37,5 milliards USD en neuf mois

Les exportations algériennes d'hydrocarbures ont généré des recettes de 37,5 milliards de dollars entre janvier et fin septembre 2026, a annoncé, hier à Alger, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab. Présentant un exposé devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, dans le cadre de l'examen et du débat du projet de loi de finances (PLF) 2027, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a indiqué que ces recettes ont été principalement sou-

tenues par la hausse de 37 % du prix moyen du pétrole brut algérien par rapport à la même période de 2025. Le prix moyen du brut algérien s'est ainsi établi à près de 97 dollars le baril, tandis que celui du gaz algérien commercialisé a atteint environ 11,3 dollars par million de British Thermal Units (BTU). Sur le plan de la fiscalité pétrolière, les recettes ont atteint 2 841 milliards de dinars, soit environ 105 % des prévisions inscrites dans la Loi de finances 2026, fixées à 2 698 milliards de dinars.

A. N.

CISJORDANIE OCCUPÉE

1 401 actes de violation recensés en une semaine

Les forces d'occupation sionistes et les colons poursuivent leurs agressions contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée, dans un contexte marqué par une recrudescence des attaques visant les agriculteurs durant la saison de la récolte des olives.

Selon le dernier rapport hebdomadaire du Centre d'information palestinien « Maata », 1 401 violations ont été recensées entre le 9 et le 15 octobre, faisant un martyr et 86 blessés, tandis que les restrictions militaires et les opérations de répression continuent de perturber le quotidien des habitants. D'après le bilan de l'organisation, ces violations comprennent notamment 153 arrestations et placements en détention, 181 agressions commises par des colons et 206 incursions dans des zones et localités palestiniennes. Le rapport fait également état de 356 cas de fermeture, de 189 situations de restrictions imposées aux barages militaires, de 75 perquisitions de domiciles, de 69 confiscations de biens ainsi que de 52 opérations de démolition et de destruction de propriétés palestiniennes. Les agressions directes comprennent également 16 incidents de tirs, sept cas d'agression physique et de passage à tabac, quatre attaques contre des équipes médicales et des journalistes, deux agressions contre des établissements d'enseignement et deux incendies visant des biens et des lieux saints. Ces chiffres s'inscrivent dans un contexte marqué par la poursuite des incursions des forces d'occupation dans les villes, les localités et les camps palestiniens, ainsi que par l'intensification des attaques de colons contre les habitants, en particulier les agriculteurs. Ces derniers sont confrontés à des agressions répétées alors qu'ils tentent de récolter leurs olives, sur fond de durcissement des restrictions militaires imposées à la circulation des Palestiniens dans les différentes régions de Cisjordanie occupée.

LES OLÉICULTEURS PRIS POUR CIBLE

Sur le terrain, les agressions contre les agriculteurs et les cueilleurs d'olives se sont multipliées dans plusieurs secteurs de la Cisjordanie occupée. Les attaques visent aussi bien les personnes que leurs véhicules, leurs terres et leurs récoltes, avec pour conséquence de compromettre le déroulement de la saison oléicole et de limiter l'accès des Palestiniens à leurs terres agricoles. À Jabal Rujib, à l'est de Naplouse, des colons ont incendié un véhicule palestinien après l'avoir poursuivi. Son conducteur a toutefois réussi à échapper à l'agression. Dans la localité de Qabalan, au sud-est de Naplouse, de violents affrontements ont éclaté entre des agriculteurs et des colons dans les terres



agricoles, avant que ces derniers ne prennent la fuite. Dans la localité de Beita, au sud de Naplouse, deux agriculteurs ont été blessés lors d'une attaque menée par des colons contre des cueilleurs d'olives. Dans la plaine agricole de la localité d'Aqraba, au sud-est de Naplouse, des colons ont également agressé des agriculteurs et utilisé du gaz poivre contre eux, faisant plusieurs blessés. Dans le gouvernorat de Jénine, les forces d'occupation ont arrêté deux agriculteurs alors qu'ils récoltaient des olives sur les terres du village de Bartaa, au nord-ouest du gouvernorat. Cette arrestation vient s'ajouter aux nombreuses violations auxquelles sont confrontés les travailleurs agricoles palestiniens pendant cette période de récolte. Dans le gouvernorat de Ramallah, des colons ont attaqué des agriculteurs sur des terres situées à l'est du village de Ramoun, les ont agressés et ont dérobé le téléphone de l'un d'entre eux. Ces violences se sont accompagnées d'actes d'intimidation et de provocations contre les personnes présentes sur les lieux. Dans le gouvernorat de Qalqiliya, des colons ont également pris pour cible des agriculteurs palestiniens dans la zone d'Al-Wadat, dans le village de Hajja, à l'est du gouvernorat. Ces agressions interviennent alors que les attaques contre les cueilleurs d'olives se multiplient depuis le début de la saison. Elles se traduisent notamment par des violences physiques, des entraves à l'accès aux terres, des dégradations de biens et la destruction de récoltes. Ces pratiques privent de nombreux agriculteurs de la possibilité de travailler leurs terres et de tirer des revenus de leurs productions. Au-delà des atteintes aux personnes et aux biens, les restrictions d'accès aux terres agricoles constituent une menace directe pour les moyens de subsistance des familles palestiniennes qui dépendent de la

récolte des olives. Elles aggravent également les difficultés économiques des communautés rurales, déjà confrontées aux incursions militaires et aux entraves à la circulation.

LA RÉSISTANCE DÉNONCE LA POLITIQUE D'EXPROPRIATION

Dans une réaction à ces attaques, le mouvement de résistance palestinien a dénoncé l'ampleur des agressions perpétrées par des colons armés dans les villages de Cisjordanie occupée, affirmant qu'elles bénéficient de la protection et de la participation directe de l'armée d'occupation. Le mouvement a estimé que ces attaques constituaient une escalade dangereuse dans une politique visant, selon lui, à déraciner la présence palestinienne de ses terres, allant jusqu'à les qualifier de pratiques relevant du nettoyage ethnique. La résistance a également affirmé que ces agressions ne relevaient pas d'actes isolés ou incontrôlés, mais de crimes organisés qu'il attribue au gouvernement de l'occupation et à son armée. Selon le mouvement, les colons sont utilisés pour mettre en œuvre des projets d'annexion, de déplacement forcé de la population, d'appropriation des terres palestiniennes et de fragmentation territoriale des villes et des villages. La multiplication des attaques durant la saison oléicole illustre ainsi les difficultés croissantes rencontrées par les agriculteurs palestiniens pour accéder à leurs terres et préserver leurs récoltes. Entre agressions de colons, arrestations, démolitions et restrictions militaires, la population de Cisjordanie occupée demeure confrontée à une succession de mesures qui affectent ses conditions de vie, ses activités agricoles et son accès aux ressources.

M. Seghilani

SAHARA OCCIDENTAL

Le combat continue pour les prisonniers de Gdeïm Izik

La fin de la grève de la faim des prisonniers civils sahraouis du groupe de Gdeïm Izik ne signifie pas la fin de leur combat pour leurs droits. Après 23 jours de mobilisation, les détenus ont décidé de mettre un terme à leur mouvement à la suite d'engagements pris par l'administration pénitentiaire pour répondre à leurs revendications, a annoncé la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons de l'occupation marocaine, qui appelle à la concrétisation de ces promesses. Parmi les principales revendications des prisonniers figurent la fin de leur dispersion entre différents établissements pénitentiaires et leur regroupement dans une seule prison au Sahara occidental. Ils réclament également l'amélioration de leurs conditions de détention et la garantie de leurs droits fondamentaux. La Ligue a insisté sur la nécessité de traduire les engagements pris en mesures concrètes, notamment par la mise en œuvre des avis, décisions et recommandations émanant des mécanismes compétents des Nations unies. Elle a également appelé à garantir aux détenus une prise en charge médicale adéquate, le maintien des contacts avec leurs familles et la fin de l'isolement ainsi que de tout traitement portant atteinte à leur dignité.

DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ RÉPRIMÉES À RABAT

La lutte des prisonniers a suscité des marques de solidarité à l'échelle internationale. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont appelé à leur protection, au respect de leurs droits et à l'application des recommandations onusiennes les concernant. Le 12 octobre courant, un rassemblement de solidarité organisé dans la capitale marocaine, Rabat, a été marqué par une intervention sécuritaire qui a conduit à l'arrestation de plusieurs militants et étudiants sahraouis. Des participants ont également été blessés, selon la Ligue. Dans le même contexte, l'organisation a dénoncé l'interdiction faite à Claude Mangin de rendre visite à son époux, le prisonnier civil sahraoui Naâma Asfari. Elle a exigé qu'elle puisse exercer son droit de visite et appelé à la levée des entraves au maintien des liens familiaux et humains avec les détenus. Tout en saluant la détermination des prisonniers, ainsi que la solidarité de leurs familles et des organisations de défense des droits humains, la Ligue a appelé les autorités concernées à honorer leurs engagements et à garantir les droits des détenus. Elle a également réclamé leur protection contre toute mesure de représailles, affirmant que le suivi de leur situation se poursuivra jusqu'à la satisfaction de leurs revendications légitimes. La suspension de la grève de la faim constitue ainsi une étape dans leur mobilisation, sans pour autant clore le combat pour le respect de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de détention.

M.S.

ONU

Une exposition pour décrire l'exil sahraoui

Une exposition intitulée « 50 ans, 50 visages : l'exil sahraoui, une vie de résilience » se tiendra fin octobre au siège des Nations unies, à New York. À travers cinquante portraits et témoignages, cette initiative entend rappeler à la communauté internationale la situation des réfugiés sahraouis, au moment où le conflit du Sahara occidental entre dans sa cinquantième année, sur fond de décolonisation inachevée. Organisée par Oxfam International, US for Western Sahara et Artists for Western Sahara, cette exposition vise à attirer l'attention sur les conséquences humaines et humanitaires de la poursuite de l'occupation marocaine du territoire et sur l'absence de perspectives concrètes de règlement politique, alors que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination demeure au cœur du dossier. L'initiative entend notamment « don-

ner une dimension humaine à un demi-siècle d'exil auprès des diplomates, des délégations et des responsables internationaux, au moment même où le Conseil de sécurité reprend ses discussions sur l'avenir de la MINURSO et du Sahara occidental », explique la plateforme « N'oubliez pas le Sahara occidental ». L'exposition réunira cinquante récits personnels de Sahraouis ayant vécu ou étant nés en exil. À travers l'objectif du photographe Adad Amni, ces portraits donneront un visage à une réalité trop souvent abordée sous l'angle des résolutions, des négociations diplomatiques et des mécanismes institutionnels.

50 CLICHÉS RELATANT LA DÉCOLONISATION INACHEVÉE

Le principe de cette exposition repose sur une idée centrale : après cinquante ans, l'exil sahraoui ne saurait se réduire à des chiffres

ou à des statistiques. Derrière les camps de réfugiés, l'aide humanitaire, la MINURSO et les réunions du Conseil de sécurité, des générations entières ont grandi et construit leur vie loin de leur terre natale, tandis que la question de la décolonisation du Sahara occidental demeure sans issue. Les cinquante portraits seront accompagnés de témoignages consacrés au quotidien, à la mémoire, à la résistance et à l'attente. Les organisateurs souhaitent ainsi faire entendre les voix des Sahraouis auprès des décideurs onusiens et replacer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination au centre des discussions internationales. L'exposition se tiendra dans un espace réservé aux expositions et aux activités institutionnelles, à l'intérieur du bâtiment de l'Assemblée générale des Nations unies. « Son emplacement revêt une importance particulière : les

images seront exposées dans le même bâtiment où, durant ces journées, diplomates et délégations poursuivront leurs discussions sur le Sahara occidental », souligne la plateforme. La tenue de cette initiative en parallèle des discussions sur le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) lui confère une portée particulière. Créée en 1991 dans le cadre d'un processus devant permettre au peuple sahraoui de choisir librement son avenir par un référendum d'autodétermination, la mission n'a toujours pas permis la tenue de ce scrutin. Plus de trente ans après sa création, le Sahara occidental figure toujours sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies, dont la décolonisation reste à achever.

L'AUTODÉTERMINATION AU CŒUR

L'exposition « 50 ans, 50 visages » ne se veut donc pas une simple commémoration du départ en exil. Elle entend également mettre en lumière les conséquences d'un statu quo qui prolonge l'attente des réfugiés sahraouis et nourrit, selon les organisateurs, la frustration des nouvelles générations, qui continuent de grandir loin de leur terre natale sans pouvoir exercer leur droit à l'autodétermination. Pour la plateforme « N'oubliez pas le Sahara occidental », la force de cette initiative réside dans sa capacité à rappeler à la communauté internationale la dimension humaine de ce dossier : derrière chaque résolution se trouve une personne, derrière chaque négociation une famille et derrière cinquante années d'attente, un peuple qui n'a toujours pas pu décider librement de son avenir.

M.S.

GHAZA

Une enfance entre deuil, exil et survie

Près de 800 000 enfants palestiniens restent déplacés dans la bande de Gaza, où les conséquences de la guerre continuent de peser lourdement sur leur sécurité, leur santé et leur éducation.

Selon l'UNICEF, plus de 340 enfants ont été tués depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en octobre 2025.

Près de 60 000 enfants dans la bande de Gaza ont perdu leur père, leur mère ou leurs deux parents à la suite de la guerre génocidaire menée par l'occupant sioniste, a révélé vendredi un porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), mettant en lumière l'ampleur des conséquences humaines et sociales de l'agression sur les plus jeunes. Lors d'un point de presse au siège des Nations unies à Genève, Ricardo Pires a également indiqué que plus de 340 enfants avaient été tués et des centaines d'autres blessés depuis l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu, en octobre 2025. Ces chiffres témoignent de la persistance des dangers auxquels sont exposés les enfants palestiniens, malgré l'instauration de la trêve. Selon le porte-parole de l'UNICEF, les attaques de l'occupant sioniste au cours des deux dernières semaines ont coûté la vie à plusieurs garçons et à deux fillettes, tandis qu'au moins 33 enfants ont été grièvement blessés. Deux autres enfants ont succombé à des blessures antérieures. À ces pertes humaines s'ajoute une crise du déplacement qui continue de bouleverser la vie des familles. Environ 800 000 enfants demeurent déplacés dans la bande de Gaza, où la majorité



PH. D.R.

vit sous des tentes ou dans des bâtiments endommagés par les bombardements. À l'approche de l'hiver, la précarité des abris et le manque de services essentiels accentuent les risques auxquels ils sont confrontés.

DES MILLIERS D'ENFANTS PRIVÉS DE LEURS PARENTS

La perte d'un père, d'une mère ou des deux constitue l'une des conséquences les plus douloureuses de la guerre sur les enfants palestiniens. Au-delà du bilan humain, cette tragédie fragilise les structures familiales et prive des milliers de mineurs de leur principal soutien affectif, matériel et éducatif. Ces enfants doivent désormais faire face à des difficultés psychologiques et sociales considérables, aggravées par les déplacements répétés, la pauvreté et la dégradation des conditions de vie. Pour beaucoup, la disparition d'un ou des deux parents signifie également

une plus grande incertitude quant à leur avenir, à leur scolarité et à leur accès aux soins. Dans un territoire ravagé par les bombardements et confronté à une crise humanitaire persistante, la prise en charge de ces enfants nécessite des dispositifs de protection renforcés, un accompagnement psychologique durable ainsi que des moyens permettant de répondre à leurs besoins fondamentaux.

UN HIVER SUPPLÉMENTAIRE DANS DES CONDITIONS PRÉCAIRES

Ricardo Pires a souligné que les enfants de Gaza abordaient leur quatrième hiver dans des conditions particulièrement difficiles, alors que les conséquences de la guerre continuent d'affecter tous les aspects de leur quotidien, du logement à l'alimentation, en passant par l'éducation et les soins de santé. Si le cessez-le-feu a permis une amélioration

limitée de la situation alimentaire et une augmentation de l'entrée de l'aide humanitaire et des marchandises commerciales, les besoins restent considérables et largement supérieurs aux ressources financières disponibles, a précisé le porte-parole de l'UNICEF. Les tentes endommagées, les bâtiments fragilisés et les sites de déplacement surpeuplés exposent davantage les familles aux intempéries, notamment aux pluies et au froid. La détérioration des infrastructures, conjuguée au manque d'eau potable et à l'insuffisance des services d'assainissement, accroît également les risques sanitaires. Face à cette situation, l'UNICEF alerte sur les conséquences de ces conditions de vie pour la santé physique et mentale des enfants. La mise à disposition d'abris adaptés, l'accès aux services essentiels et le renforcement du soutien psychosocial figurent parmi les priorités pour protéger

les plus vulnérables et favoriser leur rétablissement.

PLUS DE 560 000 ENFANTS DE RETOUR À L'APPRENTISSAGE

Sur le plan éducatif, le porte-parole de l'UNICEF a annoncé que plus de 560 000 enfants avaient repris le chemin de l'apprentissage depuis l'annonce du cessez-le-feu en octobre 2025. Cette reprise s'effectue dans différentes structures et à travers plusieurs dispositifs, dont plus de 200 centres éducatifs soutenus par l'organisation onusienne. Cette évolution constitue une étape importante pour rétablir un semblant de normalité dans la vie des enfants, profondément affectés par la guerre et les déplacements.

Elle ne saurait toutefois masquer les obstacles persistants, notamment les destructions d'infrastructures scolaires, l'instabilité des lieux d'accueil et le manque d'environnements d'apprentissage sûrs. De nombreux services essentiels restent par ailleurs hors service dans la bande de Gaza, tandis que le financement humanitaire demeure insuffisant au regard de l'ampleur des besoins. Cette situation limite la capacité des organisations à étendre leurs interventions et à apporter une réponse adéquate aux enfants et aux familles. L'UNICEF appelle ainsi à une mobilisation durable pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire, rétablir les services de base et assurer aux enfants palestiniens un accès effectif à l'éducation, aux soins de santé et à l'accompagnement psychologique. Au-delà de l'urgence, leur protection et leur reconstruction psychologique et sociale constituent un impératif humanitaire majeur, dans un territoire où la guerre continue de priver des milliers d'enfants de leur enfance.

M.Seghilani

CYBER ESPIONNAGE

L'entité sioniste recourt aux réseaux publicitaires

Une entreprise israélienne aurait détourné des réseaux publicitaires pour surveiller des centaines de millions d'internautes et faciliter le déploiement de logiciels espions. Les révélations de deux enquêtes publiées le 15 octobre ont conduit plusieurs géants du numérique, dont Google, à suspendre leurs relations avec la société concernée.

Les pratiques d'espionnage attribuées à des acteurs liés à l'entité sioniste s'étendraient jusque dans les infrastructures mondiales de publicité numérique. Selon deux enquêtes publiées le 15 octobre par le Citizen Lab, un groupe de recherche canadien spécialisé dans la cybersécurité, et Confiant, une entreprise américaine de sécurité publicitaire, la société sioniste Discover-Tech aurait exploité un vaste réseau de publicités en ligne pour surveiller l'activité des internautes et faciliter l'installation de logiciels espions sur leurs appareils. D'après les chercheurs, l'entreprise aurait utilisé les infrastructures publicitaires de plusieurs grandes plateformes, notamment Google, Comcast et le groupe russe Yandex, pour diffuser des annonces susceptibles de permettre l'identification et le suivi des utilisateurs. Ces publicités auraient été diffusées sur plus de 120 000 sites web et 75 000 applications, selon le Citizen Lab. Le dispositif reposait sur des annonces apparemment ordinaires, fai-

sant la promotion de produits tels que des téléphones ou des écouteurs. Pourtant, leur simple chargement sur une page web ou dans une application pouvait déclencher des mécanismes de collecte de données, sans que l'internaute ait besoin de cliquer dessus. Certaines auraient également permis de récupérer des numéros de téléphone ou de faciliter l'installation de logiciels espions. Ces révélations soulèvent de sérieuses inquiétudes quant au détournement des infrastructures publicitaires, initialement conçues pour diffuser des annonces commerciales, à des fins de surveillance numérique. Un procédé qui permettrait de toucher un nombre considérable d'utilisateurs en exploitant des services fréquentés quotidiennement par des millions de personnes.

DES ORGANISATIONS MÉDIATIQUES CIBLÉES

Les investigations ont également établi un lien entre Discover-Tech et Candiru, une entreprise sioniste spécialisée dans les logiciels espions. Cette dernière avait été inscrite sur la liste noire du département américain du Commerce en 2021, en raison d'activités liées au ciblage malveillant de responsables publics, de journalistes, de militants et d'universitaires. Selon le Citizen Lab, des logiciels espions associés à Candiru auraient compromis 45

appareils Windows utilisés au sein des organisations médiatiques entre 2024 et 2025. Les chercheurs indiquent avoir confirmé ces intrusions à partir des historiques informatiques qui leur ont été transmis par le média. Les publicités associées à Discover-Tech auraient par ailleurs circulé dans des environnements particulièrement sensibles, notamment ceux liés au Pentagone, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à la Cour pénale internationale (CPI), aux Nations unies et à l'Otan. Les chercheurs ont également relevé une présence importante de ces annonces dans les territoires palestiniens. L'étendue des espaces concernés illustre les risques que représentent les opérations de surveillance dissimulées dans les circuits publicitaires numériques, susceptibles d'exposer aussi bien des utilisateurs ordinaires que des institutions stratégiques et des professionnels de l'information.

GOOGLE ET PLUSIEURS ACTEURS DU NUMÉRIQUE COUPENT LES PONTS

À la suite de ces révélations, plusieurs acteurs du secteur ont pris des mesures contre Discover-Tech. Google a annoncé avoir exclu l'entreprise de ses plateformes publicitaires pour violation systématique de ses règles d'utilisation. De son côté, IAB Europe, une organisation professionnelle

du secteur de la publicité numérique, a suspendu le statut de fournisseur agréé de la société après un audit ayant relevé des manquements à ses politiques. Beeswax, une filiale technologique publicitaire de Comcast, a également retiré Discover-Tech de sa plateforme. D'autres acteurs ont, eux aussi, suspendu ou bloqué ses accès dans le cadre de leurs propres procédures de contrôle. Selon les estimations de Confiant, Discover-Tech diffusait au moins dix millions de publicités par jour à travers le monde. Ses activités auraient ainsi pu toucher des centaines de millions de personnes.

Ce chiffre reste toutefois une estimation de l'entreprise spécialisée dans la cybersécurité et ne constitue pas un décompte vérifié des victimes. Au-delà des mesures prises par les plateformes, cette affaire met en lumière les failles potentielles d'un écosystème publicitaire mondial dont les infrastructures peuvent être exploitées à des fins de collecte clandestine de données et de surveillance. Elle relance également les interrogations sur les liens entre certaines entreprises technologiques israéliennes et les outils de cyberespionnage, ainsi que sur les moyens de protéger les internautes contre des opérations susceptibles de se dérouler à leur insu.

M. S.

ORAN. "DZ YOUNG LEADERS"

Une nouvelle génération formée pour dynamiser l'engagement social

La ville d'Oran a accueilli vendredi la première session du programme national "DZ Young Leaders", un événement axé sur la mobilisation sociale et la gestion des bénévoles.

Destinée aux 18-35 ans, cette initiative ambitieuse vise à outiller la jeunesse algérienne pour qu'elle devienne le moteur de projets sociaux à l'impact positif et durable à travers le pays.

La préparation des jeunes à la direction d'initiatives citoyennes est au cœur de la stratégie du programme "DZ Young Leaders". Lors de cette première rencontre oranaise, Abdelkrim Messaoudi, responsable des programmes de formation, a détaillé la vision de ce projet national. Il repose sur une approche pédagogique globale qui allie l'acquisition de connaissances théoriques, le développement des compétences en leadership et la mise en pratique directe sur le terrain.

Cette méthode vise avant tout à encourager les participants à lancer des actions sociales capables de répondre aux besoins spécifiques de leur environnement et d'impulser un véritable change-



ment positif. L'engouement et l'engagement des participants sont d'ailleurs déjà palpables.

Selon M. Messaoudi, la continuité des initiatives portées par les jeunes depuis le lancement initial du programme en avril dernier prouve leur forte conviction quant à l'importance du bénévolat. L'objectif à

plus grande échelle est de réussir à redynamiser plus de 900 clubs de jeunes à travers le territoire national. En leur fournissant les outils de leadership et de gestion adéquats, le programme ambitionne d'ancrer la culture de l'initiative et de transformer ces jeunes en véritables acteurs du développement local.

BATNA. SALON NATIONAL ITINÉRANT DES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES

Diverses communications scientifiques lors de la 2e journée

La 2e journée du 1er Salon national itinérant des industries pharmaceutiques, de la santé et de l'innovation, inauguré jeudi à Batna, a été marquée par la présentation de diverses communications scientifiques suivies d'un riche débat animé par des pharmaciens, des médecins spécialistes, ainsi que des opérateurs économiques et des étudiants universitaires en médecine et en pharmacie.

Dans une communication portant sur l'investissement dans ce domaine et la viabilité économique, le représentant du ministère de l'Industrie pharmaceutique, le Dr Reda Belgasmi, chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre de l'Industrie pharma-

ceutique, a mis en avant vendredi les atouts de la réussite, notamment l'anticipation de la régulation et de la gestion des prix dès la phase de conception du projet afin d'éviter les risques juridiques et financiers susceptibles d'en entraver la pérennité.

L'intervenant a également souligné les efforts consentis par l'Etat pour encourager la production locale de produits pharmaceutiques afin de répondre aux besoins du marché national, de créer de la valeur ajoutée et de promouvoir l'exportation. A ce titre, il a indiqué que l'industrie pharmaceutique locale couvre actuellement une part importante des besoins nationaux, en plus des projets de production de matières premières uti-

lisées dans la fabrication de nombreux médicaments, à l'instar du paracétamol. De son côté, le Pr Djohra Hadeff, pédiatre au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna, s'est concentrée sur la gestion des ordonnances médicales, tandis que le Dr Nouredine Maalem, spécialiste en diabétologie et en endocrinologie, a abordé l'obésité et les nouvelles approches scientifiques pour la prise en charge des patients souffrant de cette pathologie, notamment à travers une approche pluridisciplinaire.

Pour sa part, le Dr Karim Marghmi, porte-parole du Syndicat des pharmaciens officiels, a souligné l'importance de ces communications scientifiques, qui s'inscrivent dans le

cadre de la formation continue des pharmaciens et constituent une opportunité pour interagir avec les professionnels du secteur de la santé. Pour rappel, ce 1er Salon national itinérant des industries pharmaceutiques, de la santé et de l'innovation se poursuit jusqu'à samedi au pôle culturel et sportif du quartier Kechida, à Batna.

Organisé par l'établissement "Presta Nova", il réunit 49 exposants venus de plusieurs wilayas du pays et comprend divers pavillons dédiés aux médicaments et aux produits pharmaceutiques proposés par des laboratoires et des producteurs, ainsi qu'aux distributeurs, aux professionnels, aux start-up innovantes et aux étudiants.

RELIZANE. CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES 2026-2027

Plus de 95 000 hectares ciblés

La campagne labours-semailles pour la saison agricole 2026-2027 a été lancée, jeudi dans la wilaya de Relizane, avec pour objectif de consacrer une superficie de plus de 95.000 hectares à la culture de céréales. Le wali de Relizane, Kamel Berkane, a donné le coup d'envoi de cette campagne au niveau de l'exploitation agricole "Abdallah Bayoud", située dans la commune d'Oued Essalem. Environ 60 pour cent de la superficie programmée seront consacrés à la culture du blé dur et du blé tendre, tandis que plus de 30 pour cent seront réservés à l'orge.

Le reste sera consacré à l'avoine. Selon les explications fournies par le directeur des Services agricoles, Djellal Kermouai, la superficie globale programmée se répartit entre 58.865 hectares de blé dur, 5.745 hectares de blé tendre, 28.580 hectares d'orge et 2.475 hectares d'avoine. En matière d'irrigation d'appoint, les superficies irriguées consacrées à la filière céréalière dans la wilaya ont connu une exten-

sion notable. Une superficie totale de 8.910 hectares a été programmée pour l'irrigation durant la saison agricole en cours, contre 6.804 hectares lors de la saison précédente. Cette mesure vise à améliorer les rendements et à limiter l'impact des fluctuations climatiques sur les cultures. Dans ce cadre, les agriculteurs ont récemment entamé la préparation des sols destinés à la céréaliculture, notamment dans les régions réputées pour leur forte productivité, à l'instar de Mendès, Ouled Aïche, Oued Rhiou, Aïn Tarek, Sidi M'hamed Benali et Zemmoura.

Le responsable a précisé que certains agriculteurs préfèrent reporter les labours jusqu'après les premières pluies automnales, généralement enregistrées dans la région durant les mois de novembre et décembre. Afin d'assurer le bon déroulement de la campagne labours-semailles, une campagne de sensibilisation a également été lancée au profit des agriculteurs. Elle vise à les informer des différentes

mesures et facilités mises à leur disposition pour les accompagner, notamment en ce qui concerne le crédit "Rfig" et les conditions d'éligibilité à ce dispositif. Cette opération est menée à travers le guichet unique mis en place en juillet dernier au niveau des coopératives de céréales et de légumes secs de Relizane et d'Oued Rhiou, afin de permettre aux agriculteurs de financer leurs activités agricoles. Concernant les facteurs de production, plus de 80.000 quintaux de semences de différentes variétés, ainsi que plus de 7.000 quintaux d'engrais ont été mobilisés, a indiqué le directeur des services agricoles, soulignant que les différents intrants nécessaires à la réussite de la saison agricole sont disponibles. Les services agricoles de la wilaya ont également mobilisé d'importants moyens matériels pour accompagner cette campagne, notamment 3.397 tracteurs, plus de 11.300 équipements agricoles attelés, ainsi que d'autres engins.

TOUGGOURT. DATTES

Une production de plus de 1,4 million de qx attendue

Une production de 1.474.492 quintaux (qx) de dattes est attendue dans la wilaya de Tougourt au titre de la saison agricole en cours, a-t-on appris jeudi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle comprend plusieurs variétés, notamment "Deglet-Nour", "Ghars" et "Degla-Beida", ainsi que d'autres variétés réputées dans la région de l'Oued-Righ, a indiqué le directeur par intérim du secteur, Khaled Beriala. Des résultats prometteurs ont été enregistrés lors de la campagne de cueillette en matière de qualité des dattes, grâce à la réussite de l'opération préventive de lutte contre le boufaroua (acararien) et le myeloïs (ver de la datte), qui a ciblé plus de 200.000 palmiers dattiers, a-t-il ajouté. Dans le cadre des efforts visant à préserver le patrimoine phoenicicole et à développer cette filière stratégique, une série de mesures ont été prises, dont l'accompagnement des producteurs à travers des sessions de formation et d'encadrement technique, ainsi que l'aménagement d'un espace dédié à la commercialisation des dattes dans de bonnes conditions, a fait savoir le même responsable. La wilaya de Tougourt, qui figure parmi les principales régions productrices de dattes, compte plus de 1,5 million de palmiers dattiers, selon la DSA.

OUARGLA. VILLE NOUVELLE DE HASSI-MESSAOUD

Poursuite des travaux de 2 000 LPL

Les projets de réalisation de 2.000 logements publics locatifs (LPL) sont en cours dans la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, pour être livrés à la fin de 2027, dans le cadre des efforts visant à renforcer le parc immobilier et améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) de la wilaya d'Ouargla. Le premier projet porte sur la réalisation de 1.179 LPL, sur une superficie d'environ 12 hectares, comprenant 57 blocs d'immeubles de quatre étages, ainsi que 44 locaux commerciaux et des parkings pouvant accueillir quelque 1.080 véhicules, et une superficie de 25.000 m2 dédiée aux espaces verts. Le deuxième projet prévoit la réalisation de 821 LPL sur une superficie totale de 16 hectares, dont quatre hectares consacrés aux surfaces bâties et plus de trois hectares aux espaces verts, en plus de l'aménagement d'aires de jeux et de parkings pouvant accueillir 821 véhicules, à raison d'une place par logement. Par ailleurs, les autorités locales ont récemment lancé, toujours dans la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, d'autres projets comprenant 32 logements de fonction, un complexe administratif et des structures annexes. Tous ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour assurer la disponibilité des logements et renforcer les équipements et infrastructures publics dans la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, afin de répondre aux besoins d'expansion urbaine et d'accompagner la dynamique de développement de la région.

S
E
T
E
R
O
A
S

SÉLECTION NATIONALE

Hemdani prépare des changements au milieu de terrain

Le sélectionneur de l'équipe nationale algérienne, Ibrahim Hemdani, envisage d'apporter plusieurs modifications à son effectif lors du prochain rassemblement des Verts. Après un premier stage marqué par des résultats plutôt positifs, mais des prestations peu convaincantes, le technicien souhaite renforcer son groupe afin d'aborder les prochaines échéances dans de meilleures conditions.

Lancée dans une nouvelle aventure avec un staff technique renouvelé, la sélection algérienne n'a pas totalement rassuré lors des trois rencontres disputées pendant la dernière trêve internationale. Malgré deux victoires face à la Zambie et au Niger, ainsi qu'un match nul contre le Burundi, les Verts ont montré certaines limites, notamment dans l'animation du jeu et l'équilibre de leur milieu de terrain.

Selon les informations disponibles, Hemdani envisagerait de rappeler quatre joueurs ayant participé à la Coupe du monde 2026, mais absents du premier stage dirigé par le nouveau sélectionneur en septembre dernier. Il s'agit de Nabil Bentaleb, Yacine Titraoui, Ismaïl Bennacer et Hicham Boudaoui. Le retour de ces quatre milieux de terrain pourrait apporter davantage d'expérience, de stabilité et de complémentarité à un secteur qui



Phs : DR

peine encore à trouver ses repères. Leur convocation dépendra toutefois de leur état physique et de l'absence d'éventuelles blessures à l'approche du rassemblement prévu en novembre.

Les quatre joueurs seraient ainsi bien placés pour figurer dans la liste des convoqués en vue de la double confrontation contre le Togo, comptant pour les qualifications à la Coupe d'Afrique des nations 2027. Ces deux rencontres représenteront une occasion importante pour le staff technique de consolider ses choix et d'améliorer le fonctionnement collectif de l'équipe.

ABDELLI ET ZORGANE SOUS PRESSION

Dans le même temps, certains joueurs pourraient perdre leur place dans les plans du nouveau sélectionneur. Himad Abdelli et Adam Zorgane, qui avaient bénéficié d'une opportunité lors des dernières rencontres, n'auraient pas pleinement convaincu par leurs performances. Leur situation pourrait donc évoluer lors du

prochain rassemblement, alors que la concurrence devrait s'intensifier au milieu de terrain. La reconstruction de ce secteur constitue l'un des principaux chantiers de la sélection algérienne. Depuis les retraites internationales d'Adlène Guedioura et de Sofiane Feghouli, les Verts éprouvent des difficultés à retrouver un trio capable d'assurer simultanément la récupération, la relance et la créativité. Les blessures à répétition de Bennacer ces dernières années, entraînant une baisse sensible de son niveau, a également compliqué la tâche du staff technique.

Ibrahim Hemdani devra ainsi trouver la bonne formule pour redonner de la cohérence au jeu algérien. Le prochain stage pourrait constituer un premier tournant dans cette recherche d'équilibre, avec l'objectif de préparer efficacement les échéances africaines à venir et de permettre aux Verts de retrouver un niveau de performance plus convaincant.

Hakim S.

APRÈS UNE NOUVELLE DÉFAITE DE L'O. MARSEILLE

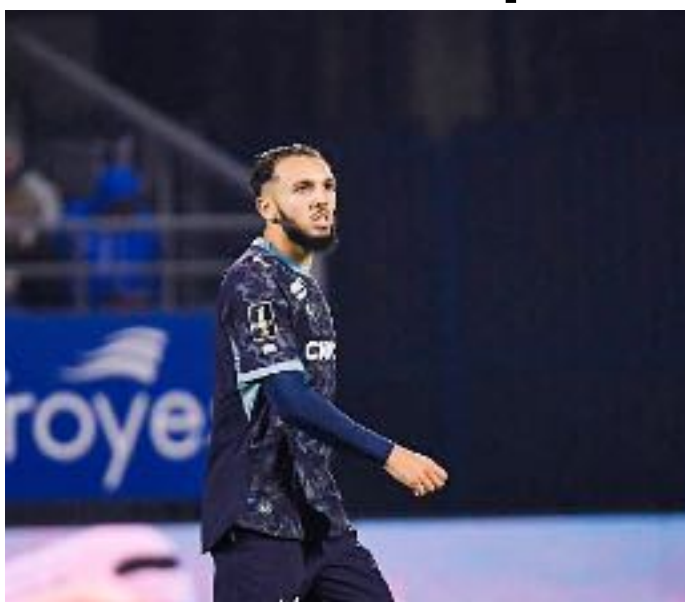
Gouiri sous le feu des critiques en France

L'international algérien Amine Gouiri fait face à une vague de critiques en France après la nouvelle défaite de l'Olympique de Marseille en Ligue Europa. L'attaquant des Verts, qui peut évoluer à plusieurs postes offensifs, n'a pas réussi à convaincre lors de la rencontre perdue face à l'Olympiakos sur le score de 1-0.

Entré en jeu pour la dernière demi-heure, Gouiri n'a pas apporté le changement espéré par son équipe. Sa prestation, jugée insuffisante, a rapidement suscité des réactions négatives dans les médias français, où son irrégularité est une nouvelle fois pointée du doigt.

Le problème de la constance revient régulièrement dans les discussions autour de l'ancien joueur de Rennes. Capable de réaliser des prestations remarquables et de faire parler son talent, l'attaquant algérien peine parfois à maintenir le même niveau d'un match à l'autre. Une situation qui commence à alimenter les interrogations sur sa véritable influence au sein de l'effectif marseillais.

Sur les ondes de RMC, plu-



sieurs consultants n'ont pas caché leur déception. L'un d'eux a notamment remis en question le rapport entre les performances du joueur et son salaire, estimant que Gouiri ne produisait pas suffisamment sur l'ensemble d'une saison pour justifier les attentes placées en lui. Malgré des qualités techniques reconnues, son manque de régularité constitue, selon ces critiques, un handicap majeur.

Un autre intervenant de la

même radio s'est montré tout aussi sévère, qualifiant sa dernière apparition européenne de très décevante. Il a également évoqué une semaine particulièrement difficile pour l'attaquant, dont les prestations en Ligue Europa et en championnat n'auraient pas été à la hauteur des exigences du club phocéen.

UN TALENT QUI PEINE À CONVAINCRE SUR LA DURÉE

Ces critiques relancent un débat qui accompagne Amine Gouiri depuis plusieurs saisons, aussi bien en France qu'en sélection algérienne. Le joueur possède des qualités offensives indéniables, notamment dans ses déplacements, sa technique et sa capacité à évoluer dans différents rôles. Cependant, ses performances manquent parfois de continuité, ce qui l'empêche de s'imposer durablement comme un élément décisif.

À Marseille, où les attentes sont particulièrement élevées, cette irrégularité risque de peser sur sa situation si elle se prolonge. L'attaquant devra rapidement réagir pour retrouver de la confiance et démontrer qu'il peut contribuer davantage aux ambitions de son équipe.

Pour Gouiri, l'enjeu est désormais clair : transformer son potentiel en performances régulières. Une réponse convaincante sur le terrain serait le meilleur moyen de faire taire les critiques et de retrouver une place importante dans les plans marseillais comme dans ceux de la sélection algérienne.

H. S.

LE CHANTIER TOUCHE À SA FIN

Le nouveau centre d'entraînement d'Aïn Benian bientôt inauguré

L'USM Alger s'apprête à franchir une nouvelle étape dans le développement de ses infrastructures sportives avec l'ouverture prochaine de son propre centre d'entraînement, situé à Aïn Benian, dans la capitale. Les travaux de réalisation de cette nouvelle structure sont désormais dans leur phase finale, laissant entrevoir une inauguration avant la fin de l'année.

Selon des sources responsables, le chantier a atteint un stade très avancé et seuls quelques travaux de finition restent à achever. Ces dernières retouches devraient être réalisées dans les prochaines semaines, permettant ainsi au club algérois de préparer la mise en service de cette infrastructure tant attendue.

L'objectif de la direction de l'USMA est de pro-



PH: J. B.

céder à l'inauguration du centre avant la fin de l'année. Une fois opérationnel, celui-ci sera principalement mis à la disposition des catégories de jeunes du club, dans le cadre de la stratégie visant à améliorer les conditions de formation et à renforcer le travail de développement des talents.

Le futur centre d'entraînement comprend plusieurs installations destinées à répondre aux besoins des jeunes footballeurs. Il disposera notamment de terrains recouverts de gazon artificiel, offrant des espaces adaptés aux séances d'entraînement et au travail technique. Un petit terrain en gazon naturel figure également parmi les équipements prévus.

Au-delà des installations sportives, le complexe intégrera un espace d'hébergement ainsi qu'une structure dédiée à la restauration. Ces équipements permettront d'offrir aux jeunes joueurs un environnement plus adapté à leur quotidien, en regroupant sur un même site plusieurs services indispensables à leur préparation sportive. Pour l'USM Alger, la mise en service de ce centre représente un investissement impor-

tant dans la formation et l'encadrement des jeunes catégories. En disposant d'infrastructures dédiées, le club pourra améliorer l'organisation des séances de travail, faciliter le suivi des joueurs et offrir à ses éducateurs de meilleures conditions pour accompagner la progression des jeunes talents.

Cette réalisation s'inscrit également dans une démarche visant à consolider les bases du club sur le long terme.

La formation constitue en effet un levier essentiel pour préparer la relève, alimenter l'équipe première et permettre aux jeunes joueurs de franchir progressivement les différentes étapes de leur parcours.

À l'approche de l'achèvement des travaux, les supporters usmistes peuvent ainsi espérer voir leur club disposer prochainement d'un outil supplémentaire pour structurer sa politique de formation. Si le calendrier annoncé est respecté, l'inauguration avant la fin de l'année marquera une avancée significative pour l'avenir de l'USM Alger et de ses jeunes catégories.

Hakim S.

ÉQUIPE NATIONALE FÉMININE

L'Algérie grimpe à la deuxième place arabe au classement FIFA

La sélection féminine algérienne poursuit sa progression dans le classement mondial de la FIFA. Selon la nouvelle hiérarchie publiée par l'instance internationale pour le mois d'octobre, les Vertes gagnent une place et se positionnent au 73e rang mondial, devenant ainsi la deuxième nation arabe, derrière le Maroc. Cette évolution constitue un signal positif pour le football féminin algérien, qui continue de se faire une place parmi les sélections de la région. Avec cette progression d'un échelon, l'Algérie confirme sa présence dans le haut du classement arabe et devance plusieurs équipes, dont la Jordanie, la Tunisie et l'Égypte.

Dans ce nouveau classement, la sélection marocaine conserve son statut de meilleure équipe arabe. Les Marocaines restent à la 64e place mondiale, avec un total de 1 384,71 points, maintenant ainsi leur avance sur leurs poursuivantes.

Derrière le Maroc, l'Algérie occupe désormais la deuxième position arabe grâce à son gain d'une place au niveau mondial. Les Vertes devancent notamment la Jordanie, qui recule de trois rangs pour se retrouver à la 79e place mondiale. Cette progression permet à la sélection algérienne de consolider sa position dans la hiérarchie régionale. Elle témoigne également de l'importance de poursuivre les efforts engagés pour améliorer les performances de l'équipe nationale et renforcer sa compétitivité sur la scène internationale.

Alors que l'Algérie avance, plusieurs sélections arabes enregistrent une baisse dans cette nouvelle édition du classement FIFA. La Tunisie perd cinq places et se retrouve au 107e rang mondial. L'Égypte connaît, quant à elle, le recul le plus important parmi les équipes arabes mentionnées, avec une chute de quatorze positions qui la place à la 113e place mondiale. Ces évolutions illustrent les différences de trajectoire entre les sélections féminines arabes. Dans ce contexte, le maintien d'une dynamique positive représente un enjeu important pour l'Algérie, appelée à confirmer sa progression lors de ses prochaines échéances. Pour les Vertes, cette deuxième place arabe constitue un repère encourageant, mais l'objectif sera désormais de préserver cette position et de continuer à gagner des places au classement mondial. La régularité des résultats, la préparation des joueuses et la multiplication des confrontations internationales seront autant de facteurs susceptibles de contribuer à cette ambition.

Le prochain défi de la sélection algérienne sera donc de transformer cette avancée au classement en une progression durable sur le terrain. En attendant la prochaine mise à jour de la FIFA, l'Algérie peut retenir un bilan positif : elle gagne une place au niveau mondial et s'installe au deuxième rang arabe, derrière le Maroc.

Hakim S.

CAN-2026 DE FUTSAL

Les Verts dans le dernier carré

La sélection algérienne de futsal a écrit une première page de son histoire en se qualifiant pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations 2026. Pour leur première participation au tournoi continental, les hommes de Nordine Benamrouche ont validé leur billet pour le dernier carré en dominant la Zambie (7-4), vendredi soir, au terme d'une rencontre spectaculaire.

L'équipe nationale algérienne a réussi à surmonter un début de compétition difficile pour atteindre le dernier carré. Après une entrée en matière compliquée face au Maroc, pays organisateur, les

LIGUE DES CHAMPIONS

DE LA CAF

Le MCA défie Enugu Rangers au Nigeria avec l'ambition de s'imposer

Unique représentant algérien encore en lice, le Mouloudia d'Alger se déplace ce dimanche au Nigeria pour affronter les Enugu Rangers. Tenu en échec récemment en championnat, le « Doyen » espère réaliser une bonne opération à l'extérieur, et ce, malgré un effectif amoindri par plusieurs absences de marque.

Dernier espoir du football algérien sur la scène continentale après l'élimination précocée de la JS Saoura, le MCA a rendez-vous ce dimanche à 14h00 au stade Nnamdi Azikiwe pour un duel capital face aux Enugu Rangers. Accrochés mardi dernier sur la pelouse de l'ASO Chlef (1-1), les hommes de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia ont à cœur de se relancer. Pour espérer ramener un résultat positif de ce périlleux déplacement, les Algérois devront impérativement retrouver l'efficacité offensive qui leur a cruellement fait défaut lors de leur dernière sortie en championnat. Toutefois, le staff technique algérois devra relever ce défi avec un effectif amputé de plusieurs éléments clés. Le Mouloudia fera le voyage sans son capitaine Ayoub Abdellaoui, ni Kohili Benahmed, Mohamed Benkhemassa et Merouane Khelif. Pour pallier ces forfaits de taille, le triple champion d'Algérie en titre pourra néanmoins compter sur la profondeur et la richesse de son banc de touche.

La tâche ne s'annonce pas aisée face à une formation nigérienne en pleine confiance. Champion du Nigeria la saison dernière, Enugu Rangers domine actuellement son championnat local, pointant à la première place avec 17 points récoltés en huit matchs (cinq victoires, deux nuls et une seule défaite). Cependant, les Nigériens ont montré quelques signes de fébrilité lors du tour précédent. Ils ont dû batailler et s'en remettre à la séance des tirs au but (5-4) pour écarter la formation béninoise de Sobemap, après deux matchs nuls sur le score de 1-1. Une qualification laborieuse qui contraste avec celle du MCA : après un score vierge (0-0) concédé à Niamey, le club algérois avait fait preuve d'une grande autorité en écrasant les Nigériens de l'AS Nigelec (5-0) au match retour, une dynamique sur laquelle il compte bien s'appuyer pour briller au Nigeria.

Hakim S.



Verts ont su réagir et préserver leurs chances de qualification jusqu'à la dernière journée. Leur victoire face à la Zambie leur permet ainsi de franchir un cap inédit dans l'histoire du futsal algérien. La mission des Algériens avait pourtant mal commencé. Opposés au Maroc lors de la première journée, les coéquipiers de Skander Ali Si Chaïb ont subi la loi des organisateurs, qui se sont imposés sur le score de 4-0.

Cette défaite les plaçait déjà sous pression avant leur deuxième sortie face à la Libye, avec l'obligation de réagir pour rester en course. Mercredi, les hommes de Nordine Benamrouche ont de nouveau été mis en difficulté. Menés de deux buts après les réalisations de Brahim Lemhamel, à la 12e minute, et d'Abdulhakim Rashid, à la 29e, les Verts semblaient se diriger vers une nouvelle déssillusion. Mais ils ont trouvé les ressources nécessaires pour revenir dans la partie. Skander Ali Si Chaïb a d'abord réduit l'écart à la 34e minute, avant que Samyr Teffaf n'arrache l'égalisation à la 39e, en profitant d'une situation de supériorité numérique. Ce match nul (2-2) a permis à la sélection nationale de rester en vie dans la course aux demi-finales. Les Algériens n'avaient alors plus le droit à l'erreur et devaient impérativement s'imposer face à la Zambie pour espérer poursuivre leur parcours.

UNE VICTOIRE DÉCISIVE ET HISTORIQUE
Vendredi soir, les coéquipiers de Skander Ali Si Chaïb ont répondu présent lors de cette ultime confrontation.

Opposés à la Zambie, ils ont livré une prestation offensive convaincante pour s'imposer sur le score de 7-4. Un succès important qui leur ouvre les portes des demi-finales et récompense leur capacité à rebondir après les difficultés rencontrées lors des deux premières journées. Avec quatre points au compteur, l'Algérie termine ainsi la phase de groupes et se hisse parmi les quatre meilleures sélections de cette édition. Pour sa première apparition à la Coupe d'Afrique des nations de futsal, elle réalise une performance historique qui témoigne des progrès accomplis par le groupe dirigé par Nordine Benamrouche.

Cette qualification constitue désormais une nouvelle étape pour les Verts, qui peuvent aborder la suite du tournoi avec davantage de confiance. Après avoir surmonté un premier revers et arraché un nul précieux, ils ont su saisir leur dernière chance pour poursuivre l'aventure continentale.

Le plus dur reste désormais à faire pour les Algériens, qui tenteront de prolonger cette première expérience historique en visant une place en finale.

Mohamed Amine Toumait

MIXED MARTIAL ARTS (MMA)

L'Algérie sacrée championne d'Afrique à Abidjan

La sélection nationale algérienne de mixed martial arts (MMA) a remporté le titre de championne d'Afrique à l'issue des championnats continentaux clôturés le week-end à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Grâce à une moisson de médailles qui témoigne du niveau de ses athlètes, l'Algérie s'est hissée en tête du classement général, devançant le pays hôte, tandis que le Burkina Faso a terminé à la troisième place. Cette consécration continentale confirme la progression des combattants algériens dans les arts martiaux mixtes et récompense les efforts déployés par les athlètes et leur encadrement technique. Selon les résultats communiqués, la délégation algérienne a décroché six médailles d'or, une médaille d'argent et une médaille de bronze. Les représentants nationaux ont ainsi devancé la Côte d'Ivoire, qui a terminé à la deuxième place avec quatre médailles d'or, sept d'argent et cinq de bronze. Le Burkina Faso complète le podium de cette compétition africain-

ne. Plusieurs combattants algériens se sont illustrés au cours de ces championnats. Meziani Silia, dans la catégorie des 65 kg, Khima Melisa, chez les 52 kg, Aya Chaouch Akram, dans la catégorie des 83 kg, Nebach Melisa, chez les 61 kg, Montassar Boutouta, dans la même catégorie, ainsi qu'Aziz Islam, chez les 65 kg, figurent parmi les athlètes cités pour leurs performances. Ces résultats illustrent la présence algérienne dans plusieurs catégories de poids et mettent en évidence le potentiel des combattants nationaux sur la scène continentale. La médaille d'argent est revenue à Fadia Omrani, engagée dans la catégorie des 56 kg. De son côté, Amel Ben Aïmour a décroché la médaille de bronze chez les 52 kg, contribuant au bilan de la délégation algérienne.

Au-delà des distinctions individuelles, ce sacre représente une nouvelle étape pour le développement du MMA en Algérie. Cette discipline, qui rassemble différentes techniques de combat, bénéficie notamment

de l'encadrement de la Fédération algérienne de jujitsu, sous l'égide de laquelle sont organisées les activités nationales liées à cette spécialité.

L'Algérie avait déjà accueilli une édition précédente des championnats d'Afrique, marquée par des résultats jugés remarquables pour les représentants nationaux. Le nouveau titre obtenu à Abidjan s'inscrit ainsi dans la continuité des performances algériennes dans cette discipline. Cette victoire continentale devrait contribuer à renforcer la visibilité du MMA en Algérie et à encourager les jeunes pratiquants à rejoindre les clubs et les structures de formation. Elle met également en lumière l'importance du travail technique, de la préparation physique et de l'accompagnement des athlètes dans une discipline exigeante. Avec ce sacre africain, la sélection algérienne confirme ses ambitions continentales et offre une nouvelle satisfaction au sport national.

H. S.

NATATION/COUPE DU MONDE

Lilia Siham Medouni s'offre le record national du 50m papillon

L'internationale algérienne Lilia Siham Medouni a établi un nouveau record d'Algérie sur 50 mètres papillon, en réalisant un chrono de 27,35 secondes, à l'occasion de sa participation à la troisième étape de la Coupe du monde de natation, qui se dispute actuellement à Astana, au Kazakhstan (15-17 octobre). La sociétaire du Mouloudia Club d'Alger (MCA) efface ainsi des tablettes l'ancien record national, qui était détenu depuis le 8 mai 2026 par sa compatriote Nesrine Medjahed avec un temps de 27,43 secondes. Grâce à cet exploit, la jeune nageuse algérienne confirme sa progression constante sur la scène internationale et s'affirme un peu plus comme l'un des grands espoirs de la natation algérienne.

BOXE

14 pugilistes algériens à l'assaut des Mondiaux U19 à Budva

La sélection algérienne de boxe des moins de 19 ans (U19) est entrée de plain-pied dans la deuxième édition des Championnats du monde de World Boxing, qui se déroulent du 16 au 27 octobre 2026 au Centre sportif méditerranéen de Budva, au Monténégro. La délégation algérienne conduite par l'entraîneur national Ibrahim Bourenane, composée de 14 athlètes (9 garçons et 5 filles), est fin prête à en découdre avec l'élite mondiale de la catégorie. Ce tournoi planétaire historique réunit cette année plus de 550 boxeurs venus de plus de 75 nations. Après plusieurs regroupements locaux à Fouka (Tipasa) et à Chéraga (Alger), les espoirs algériens ont également peaufiné leur technique à Bakou (Azerbaïdjan) avant d'effectuer leurs derniers réglages directement au Monténégro jusqu'au 14 octobre. L'objectif affiché de cette participation est clair : capitaliser sur l'expérience internationale, mais aussi rééditer, voire surpasser, l'exploit de la précédente édition où l'Algérie s'était illustrée au Colorado (États-Unis) en décrochant une médaille de bronze historique. La sélection masculine est représentée dans presque toutes les catégories majeures, allant de Riadh Belhaidouche chez les 50 kg jusqu'à Brahim Akhmalou dans la catégorie des 90 kg. Du côté féminin, cinq athlètes porteront les espoirs nationaux, dont Bouthaina Bouslah (48 kg) et Hanane Kainane Daouadj (70 kg). Les premiers combats préliminaires ont débuté vendredi et s'étaleront sur plusieurs jours. Les demi-finales sont programmées pour le 25 octobre, tandis que les finales se tiendront le 27 octobre 2026 afin de couronner les nouveaux champions du monde.

- Voici la liste des 14 boxeurs algériens : Garçons : (9 boxeurs) Riadh Belhaidouche (50 kg), Aouali Abdellah (55 kg), Smail Sahraoui (60 kg), Bilal Lezoul (65 kg), Mohamed Moncef Benmazouze (70 kg), Abdelmadjid Houari (75 kg), Ifissen Sofiane (80 kg), Seïf El Islam Aïmat (85 kg), Brahim Akhmalou (90 kg). Filles : (5 athlètes) Bouthaina Bouslah (48 kg), Kessal Cerine (51 kg), Besma Bahri (57 kg), Meriem Sari (60 kg), Hanane Kainane Daouadj (70 kg).

RUUD GULLIT SOUS LE CHARME

D'ANIS HADJ MOUSSA :

« Regarder un tel joueur est un véritable plaisir »

L'ancienne légende du football néerlandais, Ruud Gullit, a exprimé son agacement face aux critiques récurrentes ciblant l'international algérien Anis Hadj Moussa. Impressionné par les performances du joueur avec le Feyenoord, Gullit invite les observateurs à apprécier le talent offensif du jeune allier plutôt que de se focaliser sur ses replis défensifs.

Depuis son évolution sous les couleurs du Feyenoord, Anis Hadj Moussa ne cesse de faire sensation grâce à sa technique spectaculaire et sa capacité à déstabiliser les adversaires, comme l'illustre sa prestation aboutie en Ligue des Champions face à Côme. Cependant, son implication défensive suscite souvent des débats aux Pays-Bas, une polarisation qui irrite particulièrement Ruud Gullit. « Sur les deux dernières années, j'ai parfois été agacé par les critiques à son encontre concernant son repli défensif », a déclaré l'ancien Ballon d'Or. Il souligne que si tout le monde a conscience de cette lacune, il faut surtout valoriser son apport offensif. Pour Gullit, l'aïlier algérien est indéniablement « le joueur qui fait la différence » et qui nécessite d'être accepté avec son style de jeu résoluement tourné vers l'attaque.

Aux yeux de l'ancien joueur de l'AC Milan et de Chelsea, les fulgurances d'Hadj Moussa compensent largement ses quelques oublis tactiques à la perte du ballon. Il estime d'ailleurs que le fait de l'avoir conservé cet été représente une excellente opération pour le club de Rotterdam. « La meilleure recrue du club cet été est en fait le maintien d'Anis Hadj Moussa dans l'équipe », a-t-il affirmé avec enthousiasme. Prêt à lui pardonner ses erreurs de placement si un coéquipier couvre ses arrières, Gullit conclut en rappelant que l'essence même du football réside dans le spectacle et la créativité : « Je peux le comprendre, tant qu'il continue de briller dans le tiers offensif. Regarder un joueur comme lui est un véritable plaisir. »

R. S.

LAKHDAR BELLOUMI FIER DE L'ÉCLOSION DE BACHIR EN PREMIER LEAGUE :

« Il a travaillé très dur »

L'ancienne gloire du football algérien, Lakhdar Belloumi, est revenue avec fierté sur l'excellent début de saison réalisé par son fils Bachir, qui brille actuellement sous les couleurs du club anglais de Hull City ainsi qu'avec la sélection nationale.

Dans une déclaration accordée à la Radio nationale, la légende des Verts a tenu à mettre en avant le travail acharné qui explique la réussite actuelle du jeune international algérien. Estimant que cette montée en puissance récompense des années de persévérance, il a rappelé que « Bachir a travaillé très dur depuis son transfert en France » pour franchir les paliers du haut niveau.

Soulignant la rigueur et l'intensité du football en Angleterre, Lakhdar Belloumi a également ajouté qu'« il n'est pas facile d'évoluer dans le championnat anglais, et Bachir fournit actuellement de grands efforts avec son club de Hull City », où il affiche l'un des meilleurs niveaux de sa carrière en ce début d'exercice, parallèlement à ses récentes prestations remarquées avec l'équipe nationale.

REAL MADRID

Mourinho vole au secours de Vinicius face aux critiques

Après une sortie prématurée et pointée du doigt lors de la difficile rencontre de Ligue des Champions face à l'AS Roma, Vinicius Junior traverse une zone de turbulences au Real Madrid.

Cependant, l'entraîneur madrilène José Mourinho est monté au créneau en conférence de presse. Loin de l'accabler, le technicien portugais a publiquement soutenu son attaquant brésilien, louant sa résilience, son sourire inaltérable et son immense loyauté envers la Maison Blanche.

Le cas Vinicius Junior cristallise l'attention du côté de la capitale espagnole. Remplacé à l'heure de jeu mercredi dernier lors d'un match particulièrement complexe contre la Roma en Ligue des Champions, le Brésilien a vu son équipe se métamorphoser en son absence. Alors qu'elle était menée 3-1, la formation merengue a finalement arraché une victoire spectaculaire (4-3) grâce à ses remplaçants. Bien que le joueur ait lui-même reconnu sa mauvaise prestation et son erreur ayant mené à un but adverse, José Mourinho refuse catégoriquement d'en faire un bouc émissaire.

Présent face aux médias à la veille de la réception du Séville FC, le technicien portugais a d'abord manié l'ironie pour détendre l'atmosphère : « J'ai une question à vous poser. Est-ce que vos abonnés s'intéressent à l'heure à laquelle on arrive à Valdebebas ? Est-ce que ça les intéresse ? Et à l'heure de départ aussi ? C'est marquant ».

Il a ensuite analysé la performance de son joueur de manière pragmatique, soulignant le plan tactique mis en place par l'adversaire. Selon lui, le Brésilien a affron-



Ph : DR

té une défense redoutable et ciblée, se retrouvant souvent isolé face à trois joueurs. Concernant l'erreur technique de Vinicius, Mourinho s'est montré protecteur et indulgent : « On savait comment ils allaient le marquer individuellement, et Vini devait sécuriser le ballon ou obtenir une faute. Il n'aurait pas dû faire ça, mais bon, c'est comme ça, ce n'est pas grave. J'ai fait cinq changements, pas un seul. Les remplacements font partie du football ».

Actuellement sous le coup d'une lourde suspension de quatre rencontres en championnat après un accrochage face à Villarreal, l'ailier madrilène manquera notamment le tant attendu Clasico. Une situation que le « Special One » préfère dédramatiser : « Les quatre matchs, je suis content, car il aura plus de temps de jeu. Je pensais qu'ils allaient en ajouter un ou deux ». Il a d'ailleurs laissé entendre que le joueur retrouverait sa place de titulaire dès mercredi sur la scène européenne.

Mais au-delà du terrain, c'est la dimen-

sion humaine que José Mourinho a tenu à mettre en lumière. Admiratif de la force de caractère de son joueur face à la pression et aux épreuves, l'entraîneur s'est fendu d'une déclaration forte, s'imaginant même à sa place : « C'est un type formidable, avec qui il est très facile de s'entendre. Je passe du temps seul avec lui tous les jours. Je l'apprécie énormément car il parvient toujours à vivre et à surmonter les difficultés avec le sourire. Si j'étais à sa place, je ne serais probablement pas là. J'aurais forcé un départ pour un pays où il serait respecté, mais par loyauté envers le Real Madrid et par amour pour le club, il est resté ».

Pour conclure son intervention en forme de bouclier médiatique, Mourinho a réaffirmé son soutien inébranlable envers un jeune talent qui ne cesse d'espérer des jours meilleurs : « Il croit que les choses peuvent s'améliorer, et il a toujours ce sourire. Rien ni personne ne pourra le lui enlever ».

MAN CITY

L'affaire, Maresca voit du positif

Reconna coupable de 114 infractions financières au règlement de la Premier League entre 2009 et 2018, Manchester City doit composer avec une grande agitation autour du club. Mais de son côté, le manager des Citizens, Enzo Maresca, ressent aussi un impact positif.

"Je constate que, compte tenu du battage médiatique que l'on observe, les supporters, le club et l'équipe sont sans aucun doute plus soudés. Cela ne me dérange pas que les gens se forment une opinion sur la situation mais, de mon point de vue, la manière la plus avisée de juger la situation est toujours d'attendre le verdict final", a temporisé le technicien italien face aux médias ce vendredi.

Samedi, City va tenter d'enchaîner une 7e victoire consécutive en Premier League contre Ipswich.

MANCHESTER UNITED

Martinez, un cas réglé pour Carrick

Après la défaite contre l'Atletico Madrid (0-2) mardi en Ligue des Champions, le défenseur central de Manchester United Lisandro Martinez (28 ans, 7 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) a vidé son sac en ciblant notamment ses dirigeants. Depuis, l'Argentin a calmé le jeu en présentant ses excuses. Et pour le manager des Red Devils Michael Carrick, cette histoire est désormais réglée. "Il a publié son communiqué et s'est rendu compte qu'il avait commis une erreur. Cela nous suffit pour passer à autre chose. De notre point de vue, le fait qu'il reconnaisse ce qui a été fait suffit pour tourner la page. En tant que groupe, nous avons tourné la page. Ce n'est vraiment pas un drame pour l'équipe. (...) Nous avons compris la situation. Licha a compris qu'il avait commis une erreur. Nous avons tourné la page. Vraiment", a assuré l'Anglais devant la presse ce vendredi. Le club mancunien va tenter de se relancer sur la pelouse de Leeds dimanche en Premier League.



FACE À L'INTÉRÊT DU BAYERN MUNICH

Le Barça s'active pour conserver Dani Olmo

Alors que l'intérêt du Bayern Munich pour Dani Olmo commençait à faire les gros titres, le FC Barcelone a réagi avec pragmatisme pour sécuriser l'avenir de son milieu de terrain offensif. Une rencontre décisive entre la direction catalane et le représentant du joueur a permis de réaffirmer la volonté commune de poursuivre l'aventure au Camp Nou.

Le FC Barcelone ne compte pas se laisser déstabiliser par les rumeurs de transfert. Face aux échos insistants faisant état d'un intérêt du Bayern Munich pour Dani Olmo, la direction du club catalan a pris l'initiative d'agir rapidement. Deco, le directeur sportif du Barça, a ainsi organisé une rencontre jeudi avec Juanma López, l'agent du milieu de terrain espagnol de 28 ans, afin de faire le point sur la situation actuelle.

Selon les informations rapportées par le quotidien Sport, cet échange s'est déroulé dans une ambiance particulièrement cordiale. L'objectif principal de cette réunion amicale était de dissiper le moindre malentendu né des récentes rumeurs et de consolider les liens entre les deux parties. Lors de cette entrevue, le clan du joueur a été très clair : Dani

Olmo souhaite ardemment rester à Barcelone. Il se montre plus déterminé que jamais à travailler dur pour s'imposer durablement comme un titulaire indiscutable au sein de la formation blaugrana.

Cette démarche proactive de la part de la direction barcelonaise témoigne de l'importance du joueur dans l'effectif. Arrivé au club à l'été 2024 en provenance du RB Leipzig contre un chèque de 61 mil-

lions d'euros, l'international espagnol s'est imposé comme un atout offensif précieux grâce à sa polyvalence. Son impact sur le terrain est d'ailleurs illustré par ses statistiques impressionnantes, puisqu'il a déjà été impliqué dans 41 buts (20 réalisations et 21 passes décisives) en 98 apparitions sous le maillot catalan.

La loyauté de Dani Olmo envers le projet barcelonais ne fait aujourd'hui aucun doute,

son agent ayant même rappelé récemment que le joueur privilégie son amour pour le Barça à d'éventuelles offres financières plus lucratives. Avec un contrat solidement ancré jusqu'en juin 2030 et une valeur marchande estimée à 60 millions d'euros, l'avenir du prodige espagnol semble s'écrire exclusivement du côté de la Catalogne, au grand soulagement des supporters barcelonais.

APRÈS SES PROPOS CHOCS SUR LE REAL MADRID

Possibles sanctions contre Javier Tebas

Le président de la Liga, Javier Tebas, se retrouve au cœur d'une vive polémique en Espagne. Ses récentes déclarations comparant les méthodes de communication de la chaîne de télévision du Real Madrid à la machine de propagande de l'Allemagne nazie ont provoqué l'indignation du club madrilène et pourraient désormais entraîner l'intervention des hautes instances sportives espagnoles.

Le Conseil Supérieur des Sports espagnol (CSD) étudie actuellement la possibilité d'agir de sa propre initiative suite à la sortie controversée de Javier Tebas, qui occupe également le poste de vice-président de la Fédération espagnole de football. Bien qu'aucune décision finale ni sanction officielle n'ait encore été annoncée, l'organisme prend ces déclarations très au sérieux. Cette situation met en lumière une escalade sans précédent dans les tensions opposant le dirigeant au club de la capitale.

La controverse a éclaté vendredi lorsque Javier Tebas a frontalement attaqué la ligne éditoriale de la chaîne officielle du Real Madrid. Sur ses réseaux sociaux, le président de la Liga a accusé la direction madrilène de dicter une partition unique à ses médias, consistant à se victimiser constamment, à cibler des ennemis et à manipuler les images pour servir ses propres intérêts. La polémique a pris une dimension politique et historique lorsque Tebas a assimilé cette méthode aux rouages de la propagande de Joseph Goebbels, ministre de l'Allemagne nazie. Il a dénoncé l'utilisation d'une technique basée sur la répétition systématique et la soumission des faits au récit souhaité. Face au tollé naissant, il a tenté de nuancer son propos en précisant que sa comparaison portait strictement sur les mécanismes de communication et ne visait ni l'idéologie nazie, ni les supporters du Real Madrid.

CHELSEA

Nouvelle indisponibilité pour James

Nouvelle indisponibilité pour Reece James (26 ans, 4 matchs en Premier League cette saison), déjà absent depuis la mi-septembre. Blessé à l'entraînement, le latéral droit et capitaine de Chelsea a fait l'objet d'une "intervention chirurgicale mineure pour un problème au genou", a fait savoir le club londonien dans un communiqué. L'international anglais a d'ores et déjà "entamé son processus de rétablissement", ont ajouté les Blues, sans donner davantage de détails sur la date de son retour éventuel. Mauvaise nouvelle pour Xabi Alonso, dans tous les cas.

CRISE MIGRATOIRE DE CEUTA

Le renseignement espagnol met en cause le Makhzen

Un rapport des services de renseignement espagnols met en cause les autorités du Makhzen marocain dans l'afflux massif de réfugiés et de migrants vers la ville occupée de Sebta, à la fin du mois de juillet dernier. Selon ce document, publié vendredi, les autorités marocaines auraient fait preuve d'une « passivité délibérée », facilitant ainsi le franchissement collectif de la frontière par des milliers de personnes.



Ph: DR

Révélees par le journaliste Antonio Rodríguez dans le quotidien numérique espagnol *The Objective*, ces conclusions ont été transmises à la juge María Tardón, de l'Audience nationale espagnole, dans le cadre de l'enquête judiciaire ouverte sur cet afflux migratoire sans précédent. D'après le rapport, les services de renseignement espagnols affirment que le régime marocain était « pleinement et préalablement informé » des préparatifs de cette opération, organisés plusieurs jours à l'avance sur les réseaux sociaux. Malgré ces informations, les forces de sécurité marocaines auraient tardé à intervenir, adoptant une attitude qui aurait contribué à l'aggravation de la situation et au franchissement des points de passage frontaliers. L'enquête souligne que les autorités marocaines avaient été alertées suffisamment tôt, mais qu'elles auraient choisi de réagir de manière insuffisante et disproportionnée au regard de l'ampleur des préparatifs. Selon les éléments rapportés, Rabat aurait justifié cette mobilisation limitée par la sécurisation des célébrations de la fête du Trône, ainsi que par la présence du roi dans sa résidence

située à proximité de la région concernée. Cette inertie présumée aurait permis à des milliers de migrants de rejoindre Sebta par voie terrestre et maritime, provoquant un afflux massif aux frontières. Le rapport indique également que le déploiement rapide des forces de sécurité marocaines et l'intensification des arrestations n'auraient commencé qu'après le pic de l'opération. Au-delà de la gestion de cet épisode, les services de renseignement espagnols attribuent au régime marocain des objectifs politiques et médiatiques. Selon le document transmis à la justice espagnole, cette stratégie aurait notamment visé à « contrôler le récit médiatique » autour de la dégradation de la situation sociale dans le nord du Maroc, tout en donnant à l'Espagne et à l'Union européenne l'image trompeuse d'un partenaire pleinement engagé dans la lutte contre l'immigration irrégulière. Le rapport rappelle, par ailleurs, que les services de renseignement espagnols avaient adressé des alertes urgentes aux autorités gouvernementales

et sécuritaires de Sebta deux jours avant les événements. Ces avertissements faisaient état de rassemblements inhabituels à proximité de la frontière, ce qui, selon les conclusions rapportées, contredirait la version défendue par les autorités marocaines. Ces révélations remettent ainsi au premier plan les accusations récurrentes concernant l'instrumentalisation du dossier migratoire par le Makhzen à des fins de pression politique sur ses voisins, notamment l'Espagne et l'Union européenne. L'utilisation de la détresse humaine comme levier diplomatique présumé soulève de nouvelles interrogations sur les pratiques de Rabat en matière de gestion des frontières et sur les conséquences de ces stratégies pour les migrants eux-mêmes. Si les conclusions du rapport constituent des éléments versés à une enquête judiciaire, les responsabilités précises des autorités marocaines restent à établir dans le cadre de la procédure en cours.

M. Seghilani

ATTRIBUANT LE RECU DES APPROVISIONNEMENTS AUX CHOIX POLITIQUES EUROPÉENS

La Russie se dit « disposée à augmenter ses livraisons d'énergie à l'Europe »

Moscou réaffirme sa volonté de poursuivre ses livraisons d'énergie à l'Europe et de respecter ses engagements à long terme. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a souligné que « la Russie restait disposée à fournir davantage de ressources énergétiques », tout en attribuant le recul des approvisionnements aux choix politiques européens. La Russie reste disposée à fournir davantage de ressources énergétiques à l'Europe, a affirmé, ce 16 octobre, le vice-Premier ministre Alexandre Novak, lors de la Semaine russe de l'énergie à Moscou. Il a insisté sur la volonté des autorités russes de poursuivre les livraisons prévues par les accords existants, malgré la réduction des achats européens. « Ce n'est pas nous qui avons renoncé aux livraisons bon marché et stables de ressources énergétiques russes. C'est l'Europe qui a pris cette décision pour des raisons politiques. Nous sommes prêts à continuer d'honorer nos contrats », a déclaré Alexandre Novak. Le vice-Premier ministre a rappelé que plusieurs contrats à long terme demeuraient en vigueur, notamment dans le secteur gazier, certains courant

jusqu'en 2035, voire 2040. Il a contesté la remise en cause unilatérale de ces accords, estimant qu'elle ne reposait pas sur le cadre juridique existant et répondait à des considérations politiques, au détriment des consommateurs européens.

LES LIVRAISONS RUSSES SE POURSUIVENT VERS L'EUROPE

Les exportations de gaz russe vers l'Union européenne se poursuivent, notamment par le gazoduc TurkStream. D'après les données du Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSOG), les volumes acheminés par cette voie ont atteint 44,5 millions de mètres cubes par jour en septembre 2026, soit un recul de seulement 14 % par rapport au même mois de l'année précédente. Moscou entend parallèlement poursuivre ses activités sur les marchés énergétiques internationaux. Le 13 octobre, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Piskov, avait réaffirmé que la Russie continuerait, quoi qu'il arrive, d'exporter son pétrole et ses produits pétroliers sur les marchés mondiaux.

Alexandre Novak a également évoqué les difficultés

rencontrées sur les marchés énergétiques internationaux. Selon lui, les prix du pétrole et des produits pétroliers ont presque doublé depuis le début de l'année, tandis que le déficit mondial de gazole est estimé à environ 25 %. Il a notamment mis en avant les transformations du marché et les conséquences des événements survenus dans le détroit d'Ormuz. Dans ce contexte, le vice-Premier ministre a qualifié de « pragmatique » l'accord conclu le 9 octobre entre Moscou et Washington sur les livraisons de gazole russe. Les volumes annoncés s'élèvent à 300 000 tonnes en octobre,

500 000 tonnes en novembre et jusqu'à un million de tonnes en décembre. Novak a également indiqué que la Russie entendait retrouver, d'ici la fin de l'année, son niveau habituel d'exportations de gazole, soit environ 3,5 millions de tonnes par mois au total. Le vice-Premier ministre a enfin réaffirmé que Moscou était prêt à contribuer à l'équilibre des marchés énergétiques et à la sécurité des approvisionnements mondiaux, en privilégiant des relations de coopération à long terme avec ses partenaires.

R. I.

PRESSION FISCALE EN FRANCE

La taxe foncière a presque doublé en vingt ans

Selon des chiffres publiés par l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI), la taxe foncière à laquelle sont assujettis les propriétaires français a, en moyenne, bondi de 93,4 % entre 2005 et 2025, soit deux fois et demie l'inflation. « Il faut arrêter d'urgence de surtaxer les Français et leurs entreprises », a enjoint la directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap), Agnès Verdier-Molinié, dans une interview parue ce 16 octobre dans les colonnes du Figaro, alors que le gouvernement Lecornu est en quête de 54 milliards d'euros supplémentaires pour boucler le dernier budget de ce quinquennat Macron. La veille de cette publication, l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI) a rendu publique la vingtième édition de son Observatoire national des taxes foncières. On y apprend qu'en l'espace d'une génération — comme l'ont imaginé certains médias français —, cet impôt a presque doublé, avec une hausse moyenne de 93,4 % entre 2005 et 2025. « Son montant a ainsi quasiment doublé en vingt ans alors que l'inflation, dont on parle tous les jours, n'a crû sur vingt ans que de 36,8 %, tandis que les loyers n'ont augmenté que de 27 % », a souligné le président de l'UNPI, Sylvain Grataloup, cité par *Le Parisien*.

VERS UNE PRESSION FISCALE RECORD EN 2027

Les propriétaires subissent à la fois les taux appliqués aux biens immobiliers, votés par les collectivités, et les valeurs locatives cadastrales estimées par l'administration fiscale. Selon *Le Figaro*, les premiers ont augmenté de 32,2 % en vingt ans, tandis que les valeurs locatives cadastrales ont progressé de 46,3 % sur la même période. Face à cet impôt, tous les propriétaires ne sont pas logés à la même enseigne. À Paris, dirigé par le Parti socialiste depuis le début des années 2000, la taxe foncière a explosé de 261,2 % — parallèlement à la hausse de la dette de la ville —, un taux qui ne prend pas en compte la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. À l'opposé, on retrouve Colombes, dans les Hauts-de-Seine, où cet impôt a progressé de 36 %. Présentant cet impôt comme « extrêmement injuste », l'économiste Thomas Piketty a appelé, dans ses déclarations, aux médias locaux, à « passer à un impôt progressif sur le patrimoine net d'emprunt », en somme à faire payer davantage ceux qui sont pleinement propriétaires de leur logement. Selon lui, cela reviendrait à « une baisse de la taxe foncière pour 90 % des Français ». Pour rappel, la France dispute au Danemark le titre de pays de l'OCDE qui taxe le plus. Après une pression fiscale atteignant 43,9 % du PIB en 2026, Bercy se pencherait sur une hausse de ce taux à 44,2 % l'année prochaine.

R. I.

APRÈS LE SOMMET DE L'UE

Le chancelier allemand appelle à un budget européen plus serré

Le chancelier allemand Friedrich Merz a appelé vendredi à la modération financière dans les négociations sur le prochain budget à long terme de l'Union européenne, soulignant que les ressources limitées doivent être concentrées sur la défense et la compétitivité. Lors d'une conférence de presse tenue vendredi, à l'issue d'un sommet européen de deux jours à Bruxelles, Merz a exprimé sa ferme opposition aux propositions qui pourraient voir le cadre financier pluriannuel post-2028 s'étendre d'environ 50 %. Une telle augmentation n'est pas financièrement viable, a-t-il déclaré, appelant à des réductions de dépenses importantes par rapport aux propositions de la Commission européenne. Ses commentaires faisaient suite à une déclaration qu'il avait publiée jeudi sur les réseaux sociaux, dans laquelle il affirmait que les fonds de l'UE étaient limités et insistait sur la nécessité d'une priorisation claire. « Nous devons investir là où se décide l'avenir de l'Europe : dans la défense et la compétitivité », a-t-il déclaré. L'Allemagne et d'autres contributeurs nets au budget de l'UE réclament de nouvelles coupes dans le prochain budget à long terme de l'Union.

R. I.

SOMMET DE L'UE

Il s'est achevé sur un bilan de factures exorbitantes et de divisions persistantes

Le sommet de deux jours de l'Union européenne (UE) s'est conclu à Bruxelles sans percée sur le budget à long terme du bloc, alors que l'augmentation des engagements en matière de sécurité et la flambée des coûts de l'énergie ont mis en évidence un écart croissant entre les ambitions de l'Europe et sa capacité à les réaliser.

Les progrès limités du sommet s'expliquent par trois défis urgents : un budget difficile à approuver, une facture de sécurité croissante compliquée par les tensions avec Washington et une crise énergétique mettant à l'épreuve la résilience économique de l'Europe.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN, ANTONIO COSTA, FACE À UNE TÂCHE DIFFICILE

La Commission européenne a proposé un budget de près de 2 000 milliards d'euros (2 240 milliards de dollars américains) pour la période 2028-2034, visant « à accroître les investissements dans la compétitivité, la défense et la technologie ». Le dernier compromis de la présidence irlandaise réduirait la proposition de la Commission d'environ 141 milliards d'euros (158 milliards de dollars), mais le plan révisé a suscité la résistance des camps opposés. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a averti que ce compromis « réduirait » de moitié la flexibilité budgétaire, laissant 99,5 % des fonds prédéterminés. « Cette proposition nous met dans une camisole de force », a-t-elle déclaré. Selon le think tank bruxellois Bruegel, six pays fiscalement conservateurs, menés par l'Allemagne, privilégient « un budget plus restreint », tandis que 17 « Amis de la cohésion », dont l'Italie et l'Espagne, cherchent à protéger les subventions agricoles et les fonds de développement régional. Le think tank bruxellois Bruegel a fait valoir que les deux camps étaient favorables à un investissement accru dans les priorités européennes communes, mais qu'ils privilégiaient les intérêts nationaux. Elle a qualifié le plan irlandais de « pire compromis possible », avertissant qu'il pourrait laisser les priorités émergentes, notamment la compétitivité et la défense, gravement sous-financées tout en protégeant les dépenses traditionnelles. Fabian Zuleeg, directeur général et économiste en chef du Centre de politique européenne, a également soutenu que les besoins croissants d'investissement de l'Europe ne peuvent pas être financés de manière réaliste par les seuls



budgets nationaux, et a appelé à « des mécanismes de financement novateurs », notamment de nouveaux emprunts communs. Ces désaccords placent le président du Conseil européen, Antonio Costa, face à une tâche difficile alors qu'il cherche à parvenir à un accord budgétaire d'ici la fin de l'année.

ZELENSKY DEMANDE AU MOINS 70 MILLIARDS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES

Les pressions budgétaires en Europe sont aggravées par une facture de sécurité croissante et par des divergences avec Washington au sujet de l'Ukraine. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré lors du sommet que « la guerre coûterait à l'Ukraine 155 milliards d'euros (173 milliards de dollars) en 2027 et a demandé au moins 70 milliards d'euros supplémentaires (78 milliards de dollars) d'aide ». L'UE a déjà approuvé un prêt de 90 milliards d'euros (100 milliards de dollars) couvrant la période 2026-2027. Cependant, les besoins de financement supplémentaires de l'Ukraine restent en cours d'évaluation, les dirigeants européens sollicitant des informations complémentaires auprès de la Commission et des institutions financières internationales.

Dans ses conclusions finales, le Conseil européen a explicitement regretté la décision américaine de lever temporairement les sanctions sur le diesel russe, une mesure également critiquée par Zelensky. Parallèlement, les récentes restrictions imposées au service de communications par satellite Starshield, contrôlé par les États-Unis, ont perturbé les opérations militaires ukrainiennes, révélant une autre vulnérabilité dans les capacités de sécurité de l'Europe. « Starlink est vraiment indispensable à l'Ukraine, et malheureusement, à court terme, l'Europe ne peut pas remplacer cette capacité », a reconnu vendredi Kaja Kallas, chef de la diplomatie européenne. Les analystes ont noté

que cet épisode met en évidence la dépendance de l'Europe à l'égard des technologies militaires américaines essentielles, alors même que les divergences transatlantiques concernant l'Ukraine s'accroissent. Pour l'Europe, le dilemme est de plus en plus évident : des responsabilités accrues en matière de sécurité exigent des ressources supplémentaires, tandis que certaines des capacités qui sous-tendent ces engagements restent hors de son contrôle immédiat.

L'ÉNERGIE UNE AUTRE SOURCE DE TENSIONS FINANCIÈRES ET DE DÉSACCORDS ENTRE DIRIGEANTS

L'énergie est devenue une autre source de tensions financières. Selon Ursula von der Leyen, le conflit au Moyen-Orient a alourdi de 106 milliards d'euros (119 milliards de dollars) la facture des importations de combustibles fossiles de l'UE, soulignant la vulnérabilité de l'Europe aux chocs énergétiques externes. L'Agence internationale de l'énergie accélère la mise sur le marché des stocks d'urgence de pétrole, y compris de diesel, avec l'intention d'injecter 100 millions de barils supplémentaires sur le marché au cours des quatre prochains mois, tandis que Bruxelles met en œuvre un soutien temporaire aux industries énergivores et des mesures visant à améliorer les capacités de raffinage. Le sommet a toutefois mis en lumière des divisions quant à la mesure dans laquelle les

politiques climatiques devraient être ajustées pour atténuer les coûts immédiats. L'Italie, la Grèce et les quatre pays du groupe de Visegrad ont fait pression pour reporter le deuxième système d'échange de quotas d'émission de l'UE, ETS2, à 2030, arguant que la tarification du carbone imposerait des charges supplémentaires aux ménages et aux entreprises. Cependant, les pays nordiques ont résisté, craignant qu'un affaiblissement du système ne compromette la certitude des investissements et les objectifs climatiques à long terme. Le sommet s'est achevé sans accord sur un nouveau report. Les dirigeants ont plutôt demandé une évaluation actualisée de la conception, de l'impact et des garanties du système ETS2. Des chercheurs du Conseil européen des relations étrangères ont fait valoir que la transition écologique de l'Europe était confrontée à une résistance politique croissante, alimentée par l'insécurité économique, les intérêts nationaux concurrents et la répartition des coûts. Ce différend illustre un choix difficile : atténuer les pressions énergétiques actuelles pourrait affaiblir les incitations à l'investissement à long terme, tandis que le maintien de politiques climatiques ambitieuses risque d'alourdir le fardeau pesant sur les entreprises et les ménages. Pour les dirigeants européens, s'entendre sur des objectifs communs reste plus facile que de décider qui doit en supporter les coûts.

R. I.

ALICE WEIDEL, CODIRIGEANTE D'ALTERNATIVE POUR L'ALLEMAGNE

«C'est une erreur de poursuivre le financement d'une guerre déjà perdue»

Lors d'une interview à un média britannique, la codirigeante d'Alternative pour l'Allemagne n'a pas mâché ses mots à l'encontre du soutien jusqu'au-boutiste à Kiev porté par Berlin et d'autres chancelleries occidentales, estimant que celui-ci faisait peser un «risque énorme» sur l'Allemagne et n'était pas en adéquation avec les intérêts nationaux. « La prolongation du conflit et les mesures prises actuellement par le gouvernement allemand font peser un risque énorme sur notre pays », a notamment déclaré Alice Weidel lors d'une interview accordée à The Economist et publiée jeudi dernier. La codirigeante d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti arrivé en tête lors de plusieurs scrutins régionaux récents, était interrogée par la rédactrice en chef de l'hebdomadaire britannique sur la question de savoir s'il serait « approprié pour l'Allemagne et les autres pays occidentaux de soutenir un pays démocratique qui tente de se défendre contre cette agression directe ». « Nous pensons que c'est une erreur de poursuivre le financement d'une guerre déjà perdue », a maintenu Alice Weidel. « Malheureusement, l'Ukraine est trop petite », a-t-elle poursuivi, avant d'insister : « Elle ne peut pas vaincre la Russie. C'est impossible. » « Cette guerre ne correspond pas à nos intérêts et elle est très dangereuse pour notre sécurité nationale », a ajouté la députée allemande, non sans rappeler les sommes versées à Kiev par son pays, pourtant lourdement endetté, ou encore l'envolée des prix du diesel, conséquence des frappes ukrainiennes contre les raffineries russes.

« L'ALLEMAGNE D'ABORD ! (...) CETTE GUERRE N'EST PAS DANS NOTRE INTÉRÊT »

« Oui, je fais passer les intérêts de mon pays avant tout. C'est l'Allemagne d'abord ! Et cette guerre n'est pas dans notre intérêt », a-t-elle maintenu face à Zanny Minton Beddoes, qui la relançait sur ce qu'elle entendait par là. « Pour parvenir à la paix en Ukraine, il faut tenir compte non seulement des intérêts de l'Ukraine en matière de sécurité, mais aussi de ceux de la Russie. Voilà ce qui s'est produit et c'est en cela que réside l'erreur majeure commise au cours des 20 dernières années : ignorer les préoccupations de la Russie en matière de sécurité », a défendu Weidel. En France, la cheffe de file des députés du Rassemblement national et candidate à l'élection présidentielle Marine Le Pen, également donnée en tête dans plusieurs sondages, a évoqué à plusieurs reprises l'arrêt de l'aide financière à l'Ukraine en cas d'accession au pouvoir, tout en assurant qu'elle maintiendrait l'aide militaire.

R. I.

ZELENSKY APRÈS SA RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT FRANÇAIS

«Toutes les licences de production d'armement promises par Paris ont été obtenues»

Dans un message posté sur les réseaux sociaux après une rencontre avec Emmanuel Macron, Volodymyr Zelensky s'est déclaré «reconnaissant» envers le président français, assurant que «toutes» les licences de production d'armements promises avaient «d'ores et déjà été obtenues». Les plans des bombes AASM, des missiles Storm Shadow et Aster 30 sont-ils plus ou moins dans la nature ? C'est – en substance – la question que peut soulever un article du Parisien publié hier, le quotidien français ayant repéré un message de Volodymyr Zelensky publié à l'issue de sa rencontre le jeudi, avec un président français dont la popularité est au plus bas. « Je suis reconnaissant envers Emmanuel : toutes les licences de production d'armements promises par la France à l'Ukraine ont d'ores et déjà été obtenues », peut-on lire dans ce message posté sur Instagram. Pour sa part, le président français avait affirmé sur X qu'il fallait donner à Kiev « tous les moyens nécessaires pour se défendre ».

R. I.

POUR AMÉLIORER LE TRANSPORT DES MINÉRAUX ET DES EXPORTATIONS PAR TRAIN

L'Afrique du Sud signe un contrat avec le géant ferroviaire américain Wabtec

L'Afrique du Sud signe un contrat d'environ 400 millions de dollars avec le géant ferroviaire américain Wabtec pour améliorer le transport des minéraux et des exportations par train.

Le groupe logistique public sud-africain Transnet a signé un accord d'environ 400 millions de dollars avec la société américaine d'équipement ferroviaire Wabtec afin d'améliorer la fiabilité des locomotives desservant les corridors de fret du pays. Transnet Engineering a signé un accord de soutien aux locomotives avec Wabtec le 15 octobre. Cet accord de dix ans couvre les flottes de classes 43D et 44D de Transnet, qui transportent des marchandises d'exportation, des conteneurs et du fret général. Elle privilégie la maintenance des locomotives existantes, la fourniture de composants et l'amélioration du support technique plutôt que l'achat d'une nouvelle flotte. L'accord a été signé à Koedoespoort le 15 octobre, inscrivant un partenariat de maintenance à long terme dans le cadre des efforts plus larges de Transnet pour rétablir la performance du fret. Selon un rapport de l'agence de presse gouvernementale sud-africaine publié le 16 octobre, l'accord vise à améliorer la disponibilité, la fiabilité et l'entretien des locomotives sur les principales lignes de fret.

ASSURER LA FLUIDITÉ DES TRAINS D'EXPORTATION

Wabtec fournira les composants, l'expertise technique et les capacités de maintenance prédictive, notamment sa plateforme de surveillance Expert-on-Alert. Cette technologie vise à aider à identifier les problèmes naissants et à faciliter les décisions de maintenance, réduisant ainsi le temps d'immobilisation des locomotives. L'accord comprend également une coopération technique, un transfert de



connaissances et des initiatives de localisation visant à renforcer les compétences sud-africaines en ingénierie ferroviaire. La directrice générale de Transnet Engineering, Bessie Mabunda, a déclaré que ce partenariat soutiendrait la reprise du fret et améliorerait la compétitivité logistique du pays. Ce sont là les avantages escomptés ; les entreprises n'ont pas encore démontré l'impact de l'accord sur les volumes de fret.

UNE REPRISE EST DÉJÀ EN COURS.

Ce contrat intervient alors que Transnet tente de tirer parti de l'amélioration des performances de son réseau ferroviaire. Le groupe a enregistré un volume de fret de 167,9 millions de tonnes pour l'exercice clos en mars 2026, contre 160,1 millions de tonnes un an plus tôt. Ses résultats annuels, publiés en septembre, ont également fait état de son premier bénéfice annuel en quatre ans, grâce notamment à la cession d'actifs. Pour les exportateurs, la disponibilité des locomotives constitue une contrainte pratique. Un matériel roulant non fiable limite le nombre de trains disponibles pour le transport des marchandises, même lorsque les clients et le fret sont prêts. Le

nouvel accord concerne ce maillon de la chaîne logistique. Sa valeur commerciale dépendra de sa capacité à garantir des services plus fiables grâce à un meilleur accès aux composants et à l'assistance technique.

INDÉPENDANCE DES INVESTISSEMENTS FERROVIAIRES PRIVÉS

Wabtec participe également à un programme distinct d'expansion ferroviaire en Afrique du Sud. Auparavant, l'opérateur privé Traxtion avait investi plus de 200 millions de dollars pour accroître sa capacité de fret, notamment par l'acquisition de 46 anciennes locomotives KiwiRail destinées à être modernisées avec Wabtec.

Ce programme concerne l'expansion du parc de locomotives d'un opérateur privé. L'accord récemment signé porte sur les locomotives déjà exploitées par Transnet. Ensemble, ces transactions illustrent deux aspects différents du redressement du secteur ferroviaire sud-africain : l'accroissement de la participation des opérateurs privés et l'amélioration des performances du parc ferroviaire public.

R. I.

NIGER

5 milliards de dollars de recettes pétrolières réclamés aux partenaires chinois

Les autorités nigériennes accordent 45 jours à la CNPC, à la WAPCO et à la SORAZ pour « se conformer à leurs engagements contractuels », notamment le rapatriement de plus de 3000 milliards de francs CFA de recettes d'exportation pétrolière, selon l'annonce du ministre nigérien des Affaires étrangères Bakary Yaou Sangaré. Niamey a fait état également d'un manque à gagner pour le Trésor public et les banques nationales. Le Niger hausse le ton face à ses partenaires pétroliers chinois. Les autorités nigériennes ont donné un délai de 45 jours à trois sociétés – la China National Petroleum Corporation (CNPC), la West African Oil Pipeline Company (WAPCO) et la Société de raffinage de Zinder (SORAZ) – pour remédier aux manquements constatés dans l'exécution de leurs engagements envers l'État. L'ultimatum a été annoncé par le ministre nigérien des Affaires

étrangères Bakary Yaou Sangaré, qui préside le comité chargé des négociations sur les questions pétrolières. Dans une déclaration lue le 14 octobre à la télévision publique, il a indiqué que le comité avait notifié aux trois entreprises des demandes précises à satisfaire sous 45 jours. Au cœur du différend figure le rapatriement des recettes issues des exportations de pétrole brut. Selon le ministre, plus de 3 000 milliards de francs CFA, soit environ 5,1 milliards de dollars, n'auraient pas été rapatriés au Niger depuis le début des exportations en avril 2024. Ce montant correspond à des recettes dont les autorités réclament le transfert, et non nécessairement à une dette directe de la CNPC envers l'État. Un manque à gagner pour le Trésor et les banques Bakary Yaou Sangaré a évalué à 17,4 milliards de francs CFA le manque à gagner enregistré par le Trésor public

en raison de cette situation. Il a également affirmé que les banques nigériennes avaient été privées de quelque 3 000 milliards de francs CFA de dépôts, ainsi que des capacités de financement correspondantes. Le ministre a par ailleurs précisé que le taux de rapatriement des recettes d'exportation du Niger s'établissait à 6 %, contre une moyenne supérieure à 70 % dans les autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE SOUS PRESSION

À l'expiration du délai fixé, l'État entend tirer « toutes les conséquences » du respect ou du non-respect des exigences formulées, a averti le responsable. Au moment de la publication des premières informations, aucune réaction de la CNPC n'avait été rapportée. La CNPC est un partenaire majeur

du Niger dans l'exploitation pétrolière. Présente dans le pays depuis 2008, l'entreprise chinoise a commencé à y produire du pétrole en 2011. Le brut destiné au marché intérieur est notamment traité par la SORAZ, tandis que les exportations s'appuient sur un oléoduc reliant les champs pétroliers d'Agadem, dans l'est du Niger, au port béninois de Sèmè-Kpodji. La construction de cette infrastructure de près de 2 000 kilomètres a été portée par la WAPCO. Ce différend survient quelques mois après la conclusion, en mai 2026, d'un protocole de partenariat entre Niamey et les entreprises chinoises, à l'issue d'une période de tensions et de négociations. Le gouvernement nigérien cherche notamment à faire respecter les engagements contractuels et à accroître les retombées économiques locales de l'exploitation des hydrocarbures.

R. I.

POUR PROTÉGER LES CIVILS

AU SOUDAN

L'ONU appelle à des mesures urgentes dont l'interdiction de drones

Devant le Conseil de sécurité, l'ONU a appelé à protéger d'urgence les civils au Soudan et à suspendre l'usage dévastateur des drones. La secrétaire générale adjointe de l'ONU aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, a appelé à prendre des mesures urgentes pour protéger les populations civiles au Soudan, où la poursuite des combats, des frappes de drones et des raids aériens aggrave les souffrances humaines. S'exprimant vendredi devant le Conseil de sécurité de l'ONU, la responsable onusienne a plaidé pour « la suspension de l'utilisation des drones ou, à défaut, l'instauration de règles strictes encadrant leur emploi », soulignant que ces attaques constituaient « la principale cause de victimes civiles cette année ». À l'approche de l'anniversaire de la chute d'El Fasher, capitale du Darfour-Nord, aux mains des Forces de soutien rapide (FSR), Rosemary DiCarlo a exhorté la communauté internationale à « ne pas détourner le regard face au bilan humanitaire dévastateur du conflit et aux atrocités qui continuent d'être commises ». Elle a souligné que la prévention de nouvelles atrocités exigeait « des actes concrets » et « une pression accrue sur les parties belligères, au-delà des simples déclarations d'inquiétude ». La responsable onusienne a également indiqué que « le peuple soudanais, éprouvé par des souffrances inimaginables, méritait la paix et une perspective crédible pour un avenir meilleur ». Depuis son déclenchement en avril 2023, le conflit entre l'armée soudanaise et les FSR a fait plus de 200.000 morts, a déplacé plus de 11 millions de personnes et a provoqué la pire crise humanitaire dans le monde, selon l'ONU.

R. I.

A LA VEILLE DU SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Moscou se dit prête à « contribuer au développement global des secteurs énergétiques des pays africains »

« Nous proposons non seulement la fourniture de ressources et d'équipements, mais aussi le développement global des secteurs énergétiques des pays africains », a déclaré le ministre russe de l'Énergie, Sergueï Tsvilev, en marge de la Semaine russe de l'énergie, assurant que des acteurs russes de l'amont gazier étaient « prêts » à opérer en Afrique.

R. I.

TENSIONS ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE

La Russie se dit « prête à jouer un rôle de médiateur »

« Si les deux parties le souhaitent, nous sommes prêts à offrir une plateforme de contact entre leurs représentants afin de trouver des solutions de compromis, y compris en marge du troisième sommet Russie-Afrique à Moscou », a déclaré au quotidien Izvestia, à l'approche de ce sommet, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Alimov.

R. I.

HOMMAGE À ASSIA DJEBAR À ALGER

Quand la mémoire forge l'histoire et l'identité

À la veille de la remise du 8e Grand Prix Assia-Djebar du roman, la Librairie Chaïb-Dzaïr d'Alger a abrité vendredi une rencontre poignante dédiée à l'œuvre prolifique de l'illustre écrivaine algérienne. Placé sous le signe de la mémoire et de la transmission, cet événement a permis à des universitaires d'explorer comment l'auteure a su transformer le souvenir en un puissant vecteur d'affirmation identitaire et de résistance.

Organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), cette rencontre intitulée « Quand la mémoire devient écriture, voix, histoire et transmission » s'inscrit dans le sillage de l'édition 2026 du Grand Prix éponyme, dont le slogan résonne comme un appel : « Dans la mémoire, les racines de demain ». Pour honorer cette figure de proue de la littérature algérienne, les professeurs Nabila Zouiche et Amar Guendouzi, de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, ont décortiqué la richesse narrative de ses récits devant un public attentif.

C'est à travers une intervention en langue arabe, baptisée « Fouille profonde dans la mémoire », que la professeure Nabila Zouiche a choisi d'aborder l'œuvre La femme sans sépulture. Ce roman historique poignant met en lumière le parcours héroïque de la martyre Zoulikha Oudaï, née Yamina Echaïb (1911-1957), figure emblématique de la Guerre de libération nationale.

L'intervenante a souligné le génie littéraire d'Assia Djebar, qui s'est appuyée sur des anachronismes temporels et une polyphonie narrative pour faire revivre sa ville natale et ses figures réelles. Ces récits, nourris par des témoignages comme ceux du personnage de Lalla Biya, illustrent de manière éclatante la résilience du peuple algérien et son héroïsme indéfectible face



à la barbarie de l'occupant français. Dans un autre registre, le professeur Amar Guendouzi s'est penché sur les premières étincelles de l'écrivaine avec une communication intitulée « Les balbutiements de l'histoire dans La soif d'Assia Djebar ». Ce tout premier ouvrage, publié en 1957 alors que la romancière n'avait que 20 ans, plonge le lecteur dans la quête intérieure de Nadia, une jeune femme tiraillée par le doute et l'oisiveté.

L'universitaire a décrypté le choix audacieux et complexe de l'auteure, qui a délibérément expurgé son roman de repères spatio-temporels sociaux, laissant

la trame narrative et l'introspection dicter le rythme de l'histoire. Au-delà de l'analyse littéraire, cette rencontre a surtout été l'occasion de revisiter l'immense héritage intellectuel laissé par Assia Djebar. Comme l'ont brillamment conclu les intervenants, cette mémoire vivante que l'écrivaine a su insuffler dans ses textes ne se contente pas de préserver les contours de l'identité nationale ou de perpétuer les traces du passé ; elle dresse également un pont essentiel, ouvrant de nouvelles perspectives lumineuses pour les générations futures.

R. C.

CINÉMATHÈQUE D'ALGER

Trois nouveaux courts métrages projetés

La malédiction du sang", "Bla bikoum" et "Victime zéro", mettant en scène des personnages confrontés à des situations douloureuses et bouleversantes, ont été projetés jeudi soir à Alger en avant-première. Présentés à la Cinémathèque d'Alger dans le cadre du programme de projections en avant-première du ministère de la Culture et des Arts, organisées par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC) en partenariat avec le Centre algérien de la cinématographie (CAC), les films "La Victime Zéro"

de Amine Bentamer, "La Malédiction du sang" de Diab Djaber et "Bla Bikoum (Sans vous) de Nadjib Oulebsir ont été présentés devant un public relativement nombreux. Dans "Bla bikoum", une fiction de 27 mn basée sur un scénario du regretté réalisateur et scénariste algérien Anis Djaad (1974- 2026), aborde le thème de l'exil à travers l'histoire d'un vieux travailleur algérien émigré qui a décidé de rentrer au pays avec son épouse, et ses deux enfants nés en France, pour s'installer définitivement dans la maison qu'il a bâtie dans son village natal en Algé-

rie. Avec une approche dramatique similaire, "Victime Zéro" de Amine Bentamer explore en 25 mn une tragédie mettant en scène un réseau criminel qui entraîne et expose la vie d'un écolier (Bahaa) à un environnement destructeur. Pour sa part, le réalisateur Diab Djaber suit dans "La malédiction du sang" (30 mn) le destin tragique du jeune Omar, vivant dans la précarité avec sa mère divorcée. Enfant, il a subi la tyrannie de son oncle maternel, Ayoub, et de son épouse, avant de perdre la vue à la suite d'une violente explosion.

BÉJAIA

Lancement de la première édition du concours "Théâtre du village"

La première édition du concours "Théâtre du village" a été lancée vendredi à la maison de la culture de Béjaïa, dans le cadre de la 15e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa (FITB). Le commissaire du FITB, Ali Aïssaoui, a souligné, lors de la cérémonie de lancement organisée à la salle Mourad-Zidiri de la maison de la culture, que la réussite de la première édition du concours "Théâtre du village", qui se tient du 16 au 22 octobre, est "l'affaire de tous". Il a précisé, à ce titre, que les pièces théâtrales lauréates de ce concours seront programmées au niveau des différentes salles de spectacles à travers le pays. Sept pièces théâtrales prennent part à cette compétition, dont "Tansawt", de la troupe Phoenix, "Ikem" de l'association culturelle "Tighri Umezgun", "Une nuit pas comme les autres" de la troupe "Les amis de la scène", ainsi que "Gar Arwah ad tughalin" de la troupe "Azar". La sélection comprend également les pièces "Taos" de la troupe "Assayes", "La valise vide", de la troupe "Imeslab" et "Ccix I kanun", de la troupe "Ifurkan".

PARC CULTUREL DU TASSILI

N'AJJER

510 sites archéologiques et naturels identifiés

Pas moins de 510 sites archéologiques et naturels ont été recensés dans la région d'In-Azan-Tadrart, relevant du Parc culturel du Tassili n'Ajjer, à l'issue d'une mission de terrain consacrée à la préservation, la protection et l'inventaire du patrimoine culturel et naturel, indique jeudi un communiqué de cet organisme. Organisée du 21 septembre au 11 octobre en cours, cette mission a été initiée par le département de la préservation du patrimoine culturel et naturel, en coordination avec les départements chargés de la valorisation du patrimoine culturel et naturel et de la protection juridique de ce patrimoine, ainsi qu'avec les sections opérationnelles de Djanet, Bordj El-Haouès et Illizi. L'opération, menée dans une région située à environ 250 km au Sud-Est de Djanet, a permis de recenser 510 sites, répartis entre 207 sites de surface, 265 monuments funéraires, 29 sites d'art rupestre et 9 sites naturels. L'expédition a nécessité la traversée de divers reliefs, allant d'étendues planes, des oueds rocheux et sablonneux à des zones aux falaises difficiles d'accès, inaccessibles avec des véhicules et ayant donc donné lieu à des explorations pédestres. Cette mission de terrain intervient dans le cadre des efforts visant à répertorier et à protéger les sites archéologiques et naturels, dans un objectif de préservation du riche patrimoine culturel et naturel de la région du Tassili n'Ajjer, selon la même source.

MÉDÉA

Le concours de découverte de jeunes talents, du 27 au 31 octobre

La 2è édition du concours culturel de découverte de jeunes talents dans les domaines culturels, artistiques et littéraires sera organisée du 27 au 31 octobre courant, à Médéa, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de la Culture et des Arts. Cette manifestation, qui concerne les enfants scolarisés âgés de 10 à 14 ans, se déroule sous forme d'ateliers d'apprentissage et d'initiation, destinés à développer les talents artistiques des participants, mais aussi à dénicher de jeunes talents dans les domaines de l'art et de la culture. Ces ateliers sont consacrés au théâtre, avec des cours d'initiation au jeu sur scène et au déguisement, ainsi qu'aux arts plastiques, pour permettre aux jeunes participants de réaliser eux-mêmes les œuvres artistiques qui seront exposées au public, a-t-on détaillé. Le programme élaboré par la direction de la Culture et des Arts, comprend également des ateliers réservés à la littérature et à la lecture pour offrir l'occasion aux enfants d'apprendre les techniques de narration et d'écriture de petits textes. Deux autres ateliers seront dédiés à la photographie, notamment aux techniques de prise de vue et de réalisation de reportages photographiques, ainsi qu'à la musique et au chant en groupe, a ajouté la même source. Les jeunes talents qui seront découverts à la faveur de cette manifestation bénéficieront de l'accompagnement du secteur de la culture et pourront, plus tard, intégrer soit une chorale ou un club culturel, comme ils auront la possibilité de se produire sur scène lors de manifestations culturelles, a-t-on souligné.

SILA 2026

Le programme de la 29e édition dévoilé demain

La 29e édition du Salon International du Livre d'Alger (SILA), rendez-vous incontournable de la scène culturelle algérienne et internationale, amorce ses préparatifs. En prévision de cet événement majeur, les organisateurs organisent une conférence de presse qui se tiendra demain lundi 19 à 10h00, au sein de la Bibliothèque nationale d'Algérie, située à El Hamma.

Cette rencontre avec la presse sera entièrement consacrée à la présentation des grandes orientations de cette nouvelle édition. Les organisateurs saisiront cette occasion pour dévoiler l'ossature du programme culturel, les thématiques retenues cette année, ainsi que les temps forts qui rythmeront ce carrefour littéraire très attendu par le grand public et les professionnels du livre.

Au-delà des annonces officielles, ce rendez-vous matinal offrira un espace d'échange privilégié entre les journalistes et le commissariat du salon. Il permettra aux médias de découvrir en avant-première les principales nouveautés de cette manifestation internationale et d'interagir directement avec les acteurs impliqués dans la réussite de ce grand rendez-vous culturel.

**Recette
du jour****POMME DE
TERRE AUX
OLIVES****Ingédients pour 4 personnes:**

- 500 gr de viande de bœuf coupée en gros cubes
- 1 kg de pomme de terre coupées en gros cubes
- 200 gr d'olives vertes dénoyautées
- 1 gros oignon finement coupé
- 4 gousses d'ail râpées
- 6 cuillères à soupe d'huile d'olive
- 1 cuillère à soupe de gingembre frais râpé
- 1 cuillère à café de paprika
- 1 cuillère à café de curcuma
- 1/2 cuillère à café de poivre
- 1/2 cuillère à café de sel
- 1 cube de bouillon de poulet
- 2 feuilles de laurier

1 litre d'eau bouillante
• romarin frais (facultatif)

Les étapes

Faites chauffer l'huile d'olive dans une marmite, ajouter les oignons et faites revenir pendant 5 minutes sur feu doux. Incorporer l'ail et le gingembre frais et continuer la cuisson pendant 2 minutes. N'oubliez pas de remuer remuez avec une cuillère. Rajouter la viande, les épices, le sel et les feuilles de laurier. Couvrir et laisser cuire jusqu'à ce que la viande change de couleur. A ce moment, versez l'eau bouillante et émiettez le cube de bouillon.

Couvrir et laisser cuire pendant 40 minutes.

Ajouter les pommes de terre de terre et les olives blanchis 3 fois dans de l'eau bouillante.

Couvrir et laisser cuire jusqu'à ce que les pommes de terre soient tendres (20 minutes ou plus). Servir avec le romarin finement ciselé.

Les étapes

Faire blanchir les olives dans l'eau bouillante trois fois en changeant l'eau à chaque fois. Faire chauffer l'huile dans une marmite.

Rajouter l'oignon et faites

risoler pendant 5 minutes sur feu doux.

Incorporer l'ail, les cuisses de poulet, les épices et le sel et remuez.

Couvrir et laisser cuire pendant 10 minutes en remuant de temps en temps.

Ajouter les deux tomates, remuer, couvrir et laisser mijoter pendant 5 minutes.

Mouillez avec l'eau, couvrir et laisser cuire pendant 45 minutes.

Rajouter les olives et versez le tout dans un plat allant au four.

Faites cuire au four à 180 degrés jusqu'à ce que le poulet soit doré (10 à 15 minutes).

A la sortie de four, versez dessus le jus de citron et parsemez de persil ciselé.

Gâteau du Jour**BISCUITS PALMIERS****Ingédients :**

- 1 pâte feuilletée décongelée au frigo la veille, de préférence rectangulaire, voir notes
- 50 g sucre jusqu'à 100 g de sucre
- 1/4 tasse à 1/2 tasse de sucre,

Instructions

Préchauffez le four à 230°C. Saupoudrez la pâte feuilletée avec du sucre :

Étalez une fine couche de sucre sur un plan de travail.

Déroulez la pâte feuilletée et mettez-la sur le plan de travail.

Saupoudrez la pâte uniformément avec le reste de sucre et étalez légèrement avec un rouleau à pâtisserie pour faire adhérer le sucre dans la pâte. Pliez la pâte feuilletée :

Tournez le rectangle de façon à ce que le côté plus long soit en face de vous.

Commencez par le côté gauche, pliez la pâte 1 fois à moitié vers la marque de pli au centre. Pliez une autre fois toujours vers le centre. L'espère que c'est clair.



Faites les mêmes étapes pour le côté droit.

Maintenant, il ne vous reste plus qu'à rabattre un des côtés sur l'autre comme on fait pour former un livre. Vous aurez ainsi 6 couches de pâte feuilletée superposées.

Laissez reposer le rouleau au frais (facultatif).

Si votre pâte feuilletée a trop ramolli, emballez le rouleau dans du papier cuisson et placez-le au congélateur une trentaine de minutes pour le raffermir.

Cette étape est facultative, mais recommandée. Un rouleau de pâte feuilletée ferme est plus facile à couper et les tranches gardent leur forme.

Coupez le rouleau de pâte en tranches d'environ 1,25 cm d'épaisseur. Moi j'ai eu 16 tranches.

Faites cuire au four préalablement chauffé à 230°C pendant environ 6 minutes.

Ensuite, retirez la plaque du four. Fermez le four.

Avec une spatule, retournez les palmiers sur l'autre face. Eventuellement, saupoudrez le dessus de chaque tranche avec du sucre. Pas obligatoire, mais je le fais pour mieux caraméliser.

Remettez la plaque au four et laissez cuire environ 3 à 4 min, ou jusqu'à ce que les palmiers soient dorés. Surveillez bien pour éviter de les brûler. Ça brûle vite!

Conseil du jour

Votre système immunitaire a besoin d'un coup de pouce ? Découvrez ces alliés 100% naturels qui peuvent renforcer votre corps de l'intérieur!

- 1- Huile de cumarin noir
- 2- Huile d'origan.
- 3- Champignons médicinaux (Chaga, Cordyceps, Reishi, Coriolus)
- 4- Extrait de molène – doux et efficace.

Le saviez-vous ?

Une fois par semaine et pendant 20 minutes, prenez un bain chaud contenant une pincée de sel d'Epsom, 10 gouttes d'huile essentielle de lavande et un demi-verre de bicarbonate de soude. Ce mélange élimine les toxines, réduit les hormones liées au stress et équilibre votre niveau de HP.

Bon à savoir !
Comment prévenir le diabète ?

1. Manger équilibré
2. Garder un poids santé
3. Pratiquer une activité physique au moins 30 min par jour
4. Faire régulièrement un dépistage

Astuce du jour:**11 MANIÈRES D'UTILISER L'HUILE DE COCO BIO**

- 1/ Fantastique huile démaquillante
- 2/ Soins nutritifs et hydratants pour le corps
- 3/ En Baume à lèvres
- 4/ En bain de bouche
- 5/ Comme dentifrice maison
- 6/ Un bon soin pour les cheveux
- 7/ En baume après rasage/épilation
- 8/ Le meilleur lubrifiant naturel
- 9/ Pour atténuer les vergetures
- 10/ Pour une manucure réussie
- 11/ En soin après-soleil

**CITATION
DU JOUR**

« La vie ce n'est pas d'attendre que les orages passent, c'est d'apprendre à danser sous la pluie »

Le Courrier
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA
DIMANCHE 18 OCTOBRE 2026 - PRIX : MAYSSA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
QUARTÉ - QUINTÉ

Ghayath, en pole position pour remporter ce prix

Ce dimanche le champ de course de Barika accueille le prix Mayssa, une confrontation serrée sur la distance de 1200 mètres inscrite au programme comme quarté et quinté. Cette épreuve de bonne facture est exclusivement réservée aux chevaux de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 151 000 DA en gains et places depuis le 1er avril 2026 assortie d'une surcharge de 1 kg par tranche de 30 000 DA cumulés en gains et places depuis la date d'effet de la condition de la course du jour. Les engagés présentent une homogénéité très rare, pratiquement la plupart se tiennent de près en matière de gains et surtout leur égalité physique et technique, donc la progression reste entière, il faut souligner que nous avons affaire à des coursiers vifs, rapides et robustes, ce qui laisse entrevoir une lutte acharnée aux dernières secondes de l'arrivée dans un parcours de vitesse qui ne dure qu'une minute et quelques secondes, donc nous essayons dans des courses comme celle du jour, d'analyser que cette catégorie de coursiers dans les performances excellentes ne permettent pas d'authentifier une supériorité nette, il conviendra d'accorder le plus grand crédit à l'habilité des jockeys. Avec un peleton aussi homogène et une distance propice aux arrivées serrées les parieurs devront rester attentifs et ouverts à toutes les éventualités comme quoi une longue ne sera jamais de trop dans ce cas de figure. En conclusion l'épreuve s'annonce comme une course animée et indécise ou la lutte pour les premières places pourrait se jouer dans les derniers mètres.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. RIFAIA.** Course de rentrée après 8 mois d'absence alors qu'elle restait avec une belle victoire sur 1100 mètres, présentée avec la plénitude de ses moyens, elle peut se distinguer d'entrée.
- 2. JISTOK.** Ce jeune poulain de 3 ans a deux sorties à son actif, avec deux belles performances 3ème sur 1100 mètres le mois de septembre et 3ème sur 1300 mètres ce mois d'octobre, il peut venir sur sa valeur réaliser encore une belle opération dans ce prix.
- 3. FEMINA.** Elle a tendance à alterner les bonnes et mauvaises sorties et changer

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
SR. GUIRI	1	RIFAIA	SH. BENYETTOU	56	1	H. FERHAT
SA. BOUDIAF	2	JISTOK	MS. AIDA	56	11	PROPRIÉTAIRE
R. BOURMEL	3	FEMINA	A. KOUAOUCI	55	8	PROPRIÉTAIRE
M. BENKOUIDER	4	VELIANE BORIX	R. BAGUIRA	55	3	PROPRIÉTAIRE
AB. LOUNISSI	5	GHAYATH	AB. AIDA	55	7	H. FERHAT
AB. LOUNISSI	6	OUM EL KHAIR	CH. ATTALLAH	55	4	H. FERHAT
SF. ALLIA	7	GABLI D'HEM	T. LAZREG	55	6	LZ. KHADRAOUI
Y. TEDJANI	8	CHALHANI	T. ALI OUAR	55	12	PROPRIÉTAIRE
AD. LAGHOUAG	9	FARIDIX	A. LAGHOUAG	54	9	PROPRIÉTAIRE
KH. RAS GHORAB	10	CALOUE	O. CHEBBAH	54	5	PROPRIÉTAIRE
T. DLIH	11	OUALOUNDA	AH. CHAABI	53	2	PROPRIÉTAIRE
M. BOUKHALAT	12	ZAYBAK	D. BOUBAKRI	52	10	D. BOUBAKRI

- également souvent de jockey, elle mérite encore du crédit car elle évaluera sur une distance qui n'est pas pour lui déplaire.
- 4. VELIANE BORIX.** Ce pensionnaire de l'hippodrome de Laghouat est très en verve, à mon avis fera le déplacement à Barika uniquement pour occuper les premières places.
- 5. GHAYATH.** Excellent en dernier lieu où il a terminé 2ème sur 1300 mètres ce protégé de l'excellent entraîneur H. Ferhat fera partie des candidats les mieux placés pour remporter l'épreuve.
- 6. OUM EL KHAIR.** Elle vient d'être classée à deux reprises parmi les premiers des battus, cette jeune pouliche de 3 ans est à cocher dans une longue en cas de défaillance des coursiers les plus en vue.
- 7. GABLI D'HEM.** Excellent tout au long de ses dernières performances, ce qui le recommande en bon rang à l'arrivée.
- 8. CHALHANI.** Bénéficiant d'un bel engagement et repris encore par l'efficace jockey T. Ali Aouar, il conserve des chances

- intactes pour venir disputer une place parmi les lauréats de cette course.
- 9. FARIDIX.** Il vient de laisser une bonne impression lors de son dernier essai cependant il lui faudra gérer cette fois son changement de monte surtout qu'il affronte un lot relevé.
- 10. CALOUE.** Les meilleurs atouts plaident en sa faveur pensionnaire d'une grande écurie, le profil du parcours et la monte du jour. Cette jument de 6 ans mérite qu'en lui accorde du crédit.

- 11. OUALOUNDA.** Inconstante dans ses productions cette femelle de 6 ans s'est déjà placée sur des parcours similaires à celui du jour, elle mérite d'être retenue pour un éventuel accessit.
- 12. ZAYBAK.** il serait imprudent de faire l'impasse sur ses chances pour ce poulain de 3 ans, une seule sortie à son actif avec une belle 3ème place sur un parcours de vitesse, avec le crack entraîneur jockey D. Boubakri.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

5. GHAYATH - 4. VELIANE BORIX - 7. GABLI D'HEM - 10. CALOUE - 2. JISTOK

LES CHANCES

3. FEMINA - 8. CHALHANI

Afghanistan : 16 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë

Près de 16 millions d'Afghans sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë, un chiffre qui pourrait dépasser 19 millions cet hiver, a prévenu l'ONU qui appelle à une mobilisation urgente contre la faim et la malnutrition. Cette aggravation de la crise alimentaire intervient dans un contexte de difficultés économiques persistantes et de baisse de l'aide humanitaire internationale. Selon un rapport publié jeudi par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 15,9 millions de personnes sont actuellement confrontées

à une insécurité alimentaire aiguë en Afghanistan. Plus de 32 % de la population se trouve dans une situation de crise alimentaire ou pire. Parmi elle, 3,4 millions de personnes connaissent des conditions d'urgence, correspondant à la phase 4 sur les cinq niveaux de classification de l'IPC. Cette dégradation s'explique notamment par les pressions économiques qui pèsent sur les ménages, les épidémies et les mauvaises conditions d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Brésil : la déforestation en Amazonie au plus bas depuis près de 40 ans

La déforestation sur un an en Amazonie brésilienne a atteint son plus bas niveau depuis le début des relevés en 1988, selon les données officielles présentées vendredi par le gouvernement. "Notre objectif est d'atteindre zéro déforestation illégale d'ici 2030", a écrit le président Luiz Inacio Lula sur les réseaux sociaux, rappelant l'engagement pris au début de son mandat actuel en 2023. Le Brésil abrite environ 60% de la principale forêt tropicale de la planète, qui joue un rôle crucial dans l'absorption de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Sur la période de



référence allant d'août 2025 à juillet 2026, 3.335 km2 ont été déboisés en Amazonie brésilienne, soit une baisse de près de 42% par rapport aux 12 mois précédents. "C'est une chute absolument stratosphérique (...), c'est comme dans un rêve", a célébré le ministre de l'Environnement, Joao Paulo Capobianco, lors d'une conférence de presse à Brasilia. Au Brésil, le taux officiel de défo-

restation est mesuré par le système de satellites Prodes de l'Institut national de recherches spatiales (Inpe), un organisme public. La statistique prend en compte la période débutant au mois d'août, au cœur de la saison sèche, jusqu'à juillet de l'année suivante. Ce taux a baissé continuellement en Amazonie depuis 2022, pour une baisse cumulée de 71,2% en quatre ans.

L'OMS appelle les pays à intensifier leurs efforts pour éviter l'exposition au plomb

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé jeudi les pays à intensifier leurs efforts pour empêcher l'exposition au plomb, qu'elle considère comme l'un des dix produits chimiques les plus préoccupants pour la santé publique. "L'intoxication au plomb est entièrement évitable et, pourtant, des millions d'enfants dans le monde restent exposés à ce risque", a expliqué l'OMS, en amont de la Semaine d'action internationale pour la prévention de l'intoxication au plomb (18-24 octobre). Les Etats membres de l'OMS ont reconnu les risques liés au plomb comme un enjeu urgent de santé publique et chargé l'organisation de préparer un plan d'action mondial, qui sera présenté à l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2027. Naturellement présent dans l'écorce terrestre, le plomb est un métal toxique dont l'utilisation généralisée a provoqué une contamination de l'environnement et de graves problèmes de santé publique dans le monde, selon l'OMS. En 2021, l'organisation a recommandé d'identifier et d'éliminer la source de contamination chez toute personne présentant un taux de plomb dans le sang d'au moins cinq microgrammes par décilitre. Selon l'OMS, une étude réalisée auprès d'adultes par l'Institute for Health Metrics and Evaluation montre que l'exposition au plomb a fait plus de 3,5 millions de morts dans le monde en 2023, principalement en raison de maladies cardiovasculaires.

La Foire du miel et des produits de la ruche du 18 au 29 octobre à Tizi-Ouzou

Une foire du miel et des produits de la ruche sera organisée dans la ville de Tizi-Ouzou du 18 au 29 octobre courant afin de valoriser la production locale, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. L'événement, qui se tiendra à la Placette de l'ancienne mairie, est initié par l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura et la Chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec la direction des services agricoles et l'APC de Tizi-Ouzou. Il constituera une véritable opportunité de commercialisation pour les apiculteurs et une vitrine pour la promotion du patrimoine naturel et agricole de la région, a-t-on souligné. L'objectif principal de cette manifestation est de valoriser la production apicole, de renforcer la visibilité des apiculteurs et de contribuer au développement



et à la préservation de cette filière, selon la même source. Pendant douze jours, les visiteurs auront l'occasion de découvrir la richesse et la diversité des miels du terroir, de rencontrer directement les producteurs et d'échanger avec eux. Ils pourront également se procurer du miel de qualité et l'ensemble des produits de la ruche issus directement de la production locale. Des espaces d'échange et de sensibilisation seront animés par des professionnels de la filière pour mieux

faire connaître les bonnes pratiques apicoles ainsi que l'importance de protéger l'abeille, un insecte qui joue un rôle crucial dans la production agricole par la pollinisation. Enfin, la foire rendra un hommage à Meterfi Ali, qui a consacré l'intégralité de sa carrière professionnelle au développement de l'apiculture dans la wilaya. C'est une manière de saluer son dévouement, son expertise et l'héritage qu'il a transmis à toute une filière, a-t-on noté.

14 morts et 545 blessés sur les routes en 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 545 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 15 au 17 Octobre 2026, nos secours ont enregistré 429 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation, à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 14 morts sur les lieux des accidents et 545 blessés", précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 13 personnes intoxiquées par le gaz de monoxyde de carbone (CO) émanant des appareils de chauffage et chauffe-eaux à travers les wilayas de Saïda (3 personnes), Naama (4 personnes), Tiaret (4 personnes) et Blida (2 personnes). En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Laghouat, Skikda, Khenchela et In Guezam, ayant causé des brûlures de 2ème degré à une personne, suite à un incendie qui s'est déclaré dans un véhicule léger survenu sur la RN 1, commune de Laghouat.

Le Mexique enjoint les réseaux sociaux à retirer les contenus incitant à la violence

Le gouvernement mexicain a donné mercredi un mois aux réseaux sociaux pour commencer le retrait de contenus incitant à la violence, selon un décret signé par la présidente Claudia Sheinbaum. La mesure, prise avec l'accord des plateformes, fait suite à des violences dans des écoles du pays. Début octobre, deux anciens élèves âgés de 18 ans ont tué une directrice adjointe et blessé trois personnes à l'arme blanche dans une école du nord du pays. Dans plusieurs affaires de ce type, les autorités ont relevé des "similitudes", avec "un comportement associé à la communication à travers les réseaux sociaux", a assuré Mme Sheinbaum. Si ces entre-

prises ne s'y conforment pas, une loi comportant des sanctions sera proposée au vote, a menacé la présidente mexicaine. "En un mois, ils doivent ajuster leurs algorithmes, leurs schémas, pour retirer de leurs plateformes tout contenu violent lié aux comptes d'enfants et d'adolescents", a expliqué Claudia Sheinbaum. Le décret interdit aux plateformes de permettre l'accès de mineurs à "des images et des vidéos qui entraînent ou encouragent la violence dans le cadre scolaire, les abus, le suicide, les automutilations, le cyberharcèlement, les discours de haine". Les réseaux sociaux devront alerter les autorités "lorsqu'ils identifient des contenus qui attentent à la vie".

EXPRESS- HISTORIQUE

Sagesse de Nasreddin Khodja (6)



AUX POINGS

« Nous n'avons importé aucune goutte d'essence depuis l'année 2023 et nous disposons d'une réserve de kérosène que nous pouvons exporter ; quant au gasoil, après le démarrage de la raffinerie de Hassi Messaoud, l'opération de production en 2027 nous permettra d'atteindre l'autosuffisance totale »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune



MÉTÉO D'ALGER

Dimanche 18 octobre 2026

27°C / 19°C



Dans la journée : Nuageux
Vent : 20 km/h
Humidité : 61 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 14 km/h
Humidité : 72 %

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES	
Dimanche 7 djoumad el-oual 1448	
Dohr : 12h33	Lundi 8
Assar : 15h41	djoumad el-oual
Maghreb : 18h11	Sobh : 05h33
Îcha : 19h29	Chourouk : 06h59

GRANDIOSES MANIFESTATIONS À TRAVERS LE PAYS

La France s'embrase

Rien ne va plus en France. Déjà en proie à une grave crise financière et budgétaire, Marianne traverse une crise sociale sans précédent marquée par de grandioses manifestations qui ont dégénéré à travers tout le pays.

Plusieurs villes françaises ont connu, hier samedi, une nouvelle vague de protestations, marquée par une expansion des tensions sociales pour dénoncer la cherté de la vie et la situation difficile dans laquelle vivent des millions de Français. A Paris, Lyon, Marseille, Rennes, Bordeaux, Grenoble, Toulouse et bien d'autres villes, les manifestants sont sortis par milliers pour dénon-



cer la cherté de la vie dans le cadre de ce qui a été convenu d'appeler "la mobilisation nationale contre la vie chère". Les

participants représentent des catégories très variées de la société française, incluant les lycéens, les étudiants mais aussi les "Gilets jaunes", des militants du climat ou encore des "antifascistes". Selon la presse française, la police a eu recours, à plusieurs reprises, au gaz lacrymogène contre des manifestants, dès le début de la manifestation à Paris, signalant que les forces de l'ordre ont fait usage de l'engin lanceur d'eau et de gaz lacrymogène. A Bordeaux, des échauffourées ont opposé manifestants et forces de l'ordre.

Selon les mêmes sources, la manifestation organisée dans cette ville a rapidement dégénéré en affrontements violents. A Grenoble et à Marseille, des actes de violences ont été également signalés, indiquent les médias français qui notent que la situation restait tendue dans plusieurs villes, notamment en raison de la forte présence policière le long des parcours empruntés par les marcheurs. Malgré la pression imposée par les autorités, les manifestants ont tenu à poursuivre leur marche pour exiger des mesures concrètes contre la cherté de la vie. Un problème qui a uni, manifestement, toutes les catégories de la société française. La mobilisation nationale contre la vie chère a été précédée par une série d'actions menées par les lycéens au cours des semaines écoulées. La colère des citoyens se cristallise autour du pouvoir d'achat avec un consensus sur l'incapacité des autorités du pays à répondre aux revendications soulevées par les manifestants.

R. I.

R. N.

LE SAHARA OCCIDENTAL EST UNE QUESTION DE DECOLONISATION REAFFIRMÉE A L'ONU

Une victoire pour la légalité internationale

Le représentant permanent adjoint de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) auprès de l'Union africaine, Malainin Lakhal, a souligné que l'adoption à la majorité écrasante du projet de résolution de la quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (AG-ONU) constituait "une victoire diplomatique et politique éclatante pour la légalité internationale et pour le droit imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance". Dans une déclaration à l'APS, Malainin Lakhal a indiqué que cette décision "réaffirme sans équivoque que la question du Sahara occidental était et demeure une question de décolonisation inscrite sur la liste des 17 territoires non autonomes répertoriés par les Nations unies". Il a estimé que les tentatives et les manœuvres de la puissance occupante visant à faire passer ses plans n'avaient pas empêché la communauté internationale d'exprimer sa position de principe, fondée sur la résolution historique 1514 des Nations unies, ce qui constitue en soi "un véritable revers pour les tentatives visant à ramener le monde à une nouvelle ère de néo-colonialisme et de violations des droits des peuples". Le résultat du vote intervenu jeudi dernier "a démontré au monde entier la position

isolée de l'occupant et confirmé que la légalité internationale découle de l'Assemblée générale et de la Charte des Nations unies", a-t-il poursuivi. S'agissant des efforts de paix, le diplomate sahraoui a assuré que cette "réaffirmation explicite de l'ONU donne une impulsion forte à l'action des Nations unies et lui confère un solide cadre juridique et politique. Elle définit ainsi clairement les limites du processus politique, en établissant qu'aucune solution ne saurait être légitime ou durable, si elle ne respecte pas le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination". Selon Malainin Lakhal, la résolution réaffirme également que "la Mission des Nations unies a été créée pour organiser un réfé-

rendum d'autodétermination, et non pour administrer le statu quo ou conférer une quelconque légitimité à l'occupation. Cette position place l'ensemble des parties, en particulier le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'apprête à examiner le dossier à la fin du mois d'octobre en cours, face à leurs responsabilités juridiques. Elle prive également les autorités d'occupation de toute possibilité de prétendre que le dossier de la décolonisation est clos, comme le proclament avec arrogance leurs responsables dans le cadre d'une propagande visant à induire en erreur leur propre opinion publique, mais aussi l'opinion publique internationale".

PLUS D'UN QUINTAL DE KIF MAROCAIN SAISI AU COURS DES OPERATIONS POLICIERES

Six réseaux criminels démantelés par la DGSN

Les services opérationnels de la Sûreté nationale ont réussi, au cours de la semaine écoulée, à démanteler six réseaux criminels organisés spécialisés dans le trafic illicite de drogues, avec la saisie de plus d'un quintal de kif traité en provenance du Maroc, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Les services opérationnels de la Sûreté nationale ont réussi, au cours de ces opérations, à saisir une quantité de saisie de 113 kg de kif traité en provenance du Maroc. Le même communiqué a précisé que lors d'une série d'opérations menées par la Sûreté nationale et supervisées par le parquet compétent, qui ont eu lieu à Oran, Tlemcen, El Oued et Tipaza, celles-ci ont abouti à l'arrestation de 21 personnes appartenant à des réseaux criminels.

R. S.

52e SESSION DU CONSEIL DES MAE DE L'OCI EN IRAK

La Palestine au cœur des priorités

La cause palestinienne demeure au cœur des priorités de l'Irak, qui a réaffirmé son attachement aux droits du peuple palestinien et au rétablissement de la justice, considérés comme des conditions essentielles à la sécurité et à la stabilité régionales. Cette position a été exprimée hier par le Premier ministre irakien, Ali Faleh al-Zaïdi, lors de l'ouverture, à Bagdad, des travaux de la 52e session du Conseil des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Dans son allocution, le chef du gouvernement irakien a qualifié la question palestinienne de « cœur du conflit dans la région », réaffirmant ainsi la position de principe de son pays en faveur de cette cause. Il a également appelé à renforcer l'action commune pour protéger les intérêts des peuples, soulignant que la compréhension mutuelle et l'acceptation des différences étaient essentielles pour réduire les divergences. Sur le volet économique, Ali Faleh al-Zaïdi a annoncé une initiative irakienne visant à renforcer la connectivité entre les pays membres de l'OCI. Celle-ci prévoit notamment l'interconnexion des réseaux énergétiques, des chemins de fer et des moyens de transport, ainsi que le développement des communications numériques, des systèmes de paiement électronique et l'intégration des zones industrielles. Le Premier ministre a, en outre, plaidé pour la libre circulation des échanges commerciaux et la protection des corridors internationaux, afin de garantir la fluidité du transport et de favoriser la stabilité et la prospérité. Évoquant enfin les efforts diplomatiques régionaux, il a exprimé ses remerciements au Pakistan pour ses initiatives visant à désamorcer les crises. Placée sous le slogan « Le dialogue et la solidarité, deux piliers essentiels pour renforcer la paix et le développement durable », cette session se tient sur deux jours. À cette occasion, l'Irak a officiellement pris la présidence du Conseil pour une année, succédant à la Turquie.

Sarah O.

SOUS-RIRE

UN COMMERÇANT ARRÊTÉ À MASCARA POUR TRAFIC DE PSYCHOTROPES DISSIMULÉS DANS SON ÉPICERIE

